



Primaire ACTÉE, débat OUVERT

SPÉCIAL CONSEIL NATIONAL du 18 JUIN 2016

Le Parti socialiste a clarifié samedi 18 juin en Conseil national l'approche à gauche de l'élection présidentielle de 2017 en adoptant à l'unanimité la résolution sur une primaire citoyenne. Le PS organisera donc avec ses partenaires de la Belle Alliance Populaire une primaire les 22 et 29 janvier prochains. Un Conseil national se réunira le 2 octobre pour en ratifier les modalités d'organisation.

Comme il l'avait indiqué dans *Libération* la veille du Conseil national, Jean-Christophe Cambadélis attend de cette primaire : « *Un moyen de rassembler, un moyen de mesurer les nuances, interrogations, divergences... Et de convaincre! Puisque nous sommes confrontés au fait que «ça va mieux» économiquement et sur le front du chômage mais que les Français ne le perçoivent pas, ce sera aussi l'occasion de le faire savoir et de le faire comprendre.* » S'ouvre donc le débat sur le contenu qu'incarnera chaque candidat déclaré entre le 1^{er} et le 15 décembre prochain.

Le bilan, le déploiement des forces progressistes et la proposition qui va en découler placeront de fait le candidat des démocrates, écologistes, radicaux, socialistes et citoyens dans les meilleures conditions. Rien n'est joué pour 2017. Seule la plus grande unité de la gauche assurera sa présence au second tour. Pendant ce temps, la Droite dévoile la destruction du modèle social et l'extrême droite aiguise ses armes de destruction du modèle républicain.





“



”

GUILLAUME BACHELAY

soutien à l'action de l'exécutif.

Combattre cette menace globale et multiforme est le défi d'une génération. Nous devons lui faire face avec maîtrise, sang-froid, avec les valeurs de la démocratie et toute la force de l'Etat de droit.

Nous menons cette guerre avec de nombreuses nations et nos soldats sont engagés : en Irak et en Syrie, Daech recule mais est toujours présent.

Le combat se mène aussi sur notre sol. Les forces de sécurité et la justice sont mobilisées pour protéger les Français et lutter contre les filières terroristes. Depuis 2012, nous l'avons rappelé, 3 lois antiterroristes et 1 loi sur le renseignement ont été votées, 9 000 postes créés dans la police et la gendarmerie, 1 500 dans les services de renseignement. Depuis novembre, l'état d'urgence est appliqué. Plus de 15 tentatives d'attentats ont été déjouées ces derniers mois. Les dispositifs adoptés doivent être mis en œuvre mais la première arme d'une démocratie, c'est le droit pénal pour poursuivre, incarcérer, mettre hors d'état de nuire ceux qui participent à cette entreprise de mort. J'ajoute que l'Europe est un échelon fondamental : le Parti a salué l'adoption mi-avril par le Parlement européen du registre des passagers aériens, le PNR.

L'Europe, précisément. Elle vit une étape-clé de son histoire. Pour la surmonter, elle doit s'affirmer comme une idée et pas seulement un marché, défendre son rang dans la mondialisation, ce qui signifie défendre ses valeurs et aussi ses intérêts. Nous devons penser et agir en Européens à l'heure où la dislocation menace et le nationalisme aussi.

La fine fleur de l'extrême droite européenne vient de se réunir à l'invitation du FPÖ à Vienne, en Autriche où le candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle a été défait de 30 000 voix le mois dernier.

Nous avons condamné, c'était fin mai, les propos du Premier ministre slovaque sur l'islam et appelé le PSE à prendre les mesures qui s'imposent : si la droite européenne s'accommode d'un Viktor Orban en son sein, la social-démocratie européenne ne saurait accepter les propos d'un Robert Fico.

Construction ou déconstruction, l'Europe entre dans une période de vérité.

Le référendum britannique aura lieu dans cinq jours. Depuis jeudi, le Royaume-Uni est sous le choc de l'assassinat de Jo Cox. Députée travailliste, elle militait pour les droits des femmes, défendait les victimes de la guerre civile en Syrie, prônait le maintien de son pays dans l'Union européenne. Réunis, nous lui rendons hommage et tournons nos pensées vers son époux, ses enfants, ses collègues et amis du Labour.

« L'EUROPE, PRÉCISÉMENT. ELLE VIT UNE ÉTAPE-CLÉ DE SON HISTOIRE. »

Dans cinq jours, les Britanniques décideront si leur pays reste ou non dans l'UE. C'est leur souveraineté et leur responsabilité. Une sortie de l'Europe affaiblirait le Royaume-Uni et pèserait sur le projet européen. Nous la regretterions pour l'Europe et pour la Grande-Bretagne, mais il faudrait en prendre acte et avancer. L'Europe doit avancer, quel que soit le résultat du vote britannique. Une nouvelle étape est nécessaire face aux défis qui l'assaillent.

En matière de sécurité car les périls sont de tous côtés, loin de la paix perpétuelle à laquelle les Européens rêvaient depuis la fin de la guerre froide. Sur la question des réfugiés et plus largement des migrations : les réponses de l'Europe à cet enjeu du siècle doivent être à la hauteur. A l'initiative de Jean-Christophe, une conférence avec le PSE « Réfugiés : nos réponses progressistes » se tiendra à Paris le 8 juillet.

Enfin, il y a besoin d'investissements et de solidarité pour le continent. Si les Etats doivent faire des réformes – en tenant compte des situations nationales qui ne sont pas identiques –, l'Europe doit contribuer à la croissance durable et à l'emploi. La doctrine repensée de la BCE et le plan dit « Junker » – voulus par la France – sont des avancées. Il en faudra d'autres.

Oui, l'Europe doit avancer. Avec des projets plutôt que des procédures. En plusieurs cercles et autour d'un projet : être une puissance dans la mondialisation. Cette vision peut mobiliser les peuples et repousser les chimères souverainistes. La France et l'Allemagne doivent l'impulser. Notre parti formulera des propositions dès le 27 juin à travers le troisième *Cahier de*

A l'entame de notre Conseil national, je vous invite à observer une minute de silence à la mémoire de Jo Cox, députée travailliste assassinée le 16 juin dans le Nord de l'Angleterre.

Mes camarades, vous êtes toutes et tous venus pour le rapport d'activité de notre parti depuis notre précédente réunion en avril, je le sais et j'irai donc à l'essentiel, le reste figure dans le document qui vous a été remis. Evoquer notre activité, c'est éclairer l'actualité. C'est se poser la question : quand sommes-nous ? A quelle heure du monde ? A quel moment de l'Europe ? A quelle période de la France ? On me dira ou on pensera peut-être que ces questions ont peu à voir avec l'ordre du jour de notre Conseil national. J'ai tendance à penser qu'elles sont au contraire le cœur de notre sujet dès lors qu'il s'agit ensemble de préparer l'avenir.

« LE MONDE EST CONFRONTÉ AU TERRORISME ET À SON IDÉOLOGIE DE MORT. »

Le monde est confronté au terrorisme et à son idéologie de mort. Au cours des deux derniers mois, elle a tué dans le centre d'Istanbul, frappé Tel-Aviv, ensanglanté Orlando avec l'effroyable tuerie homophobe de dimanche dernier. Le lendemain, le terrorisme a de nouveau endeuillé la France : deux fonctionnaires de la police nationale ont été assassinés.

Jessica Schneider et Jean-Baptiste Salvaing ont été ciblés par un djihadiste parce qu'ils étaient policiers, parce qu'ils incarnaient la République et qu'ils étaient la France. Le Président de la République a exprimé hier l'hommage de la nation à ces « deux héros du quotidien ». A Magnanville, un cap dans l'horreur a été franchi : c'est dans l'intimité même d'une famille que le terroriste a attaqué.

Face à ces attentats, le Parti socialiste a dit son émotion à l'endroit des victimes et de leurs proches, sa solidarité avec les peuples meurtris, son

la présidentielle. Nous avons le devoir d'être à l'heure de l'Europe.

Dans notre pays, le projet de loi Travail a occupé le débat public. Qu'a dit, qu'a fait le Parti socialiste ? Trois choses que nous devrions tous revendiquer.

Nous avons demandé que le texte initial soit rééquilibré car il en avait besoin. La loi Travail numéro 2 n'est pas la loi Travail numéro 1, le texte issu de l'Assemblée nationale le 12 mai n'est pas l'avant-projet transmis au Conseil d'Etat trois mois plus tôt.

**«DANS NOTRE PAYS,
LE PROJET DE LOI TRAVAIL
A OCCUPÉ LE DÉBAT PUBLIC.»**

Dès lors, nous avons expliqué le contenu réel du texte réécrit qui a fait l'objet d'un compromis avec les syndicats réformistes. Dans la discussion et par les propositions, ces organisations ont obtenu des améliorations qu'elles peuvent revendiquer auprès des salariés. Nous avons dit le pourquoi de la réforme – faire face aux mutations qui percutent l'organisation de la production et du travail – et nous avons dit le comment : des nouveaux droits pour les salariés (dont le Compte personnel d'activité) d'une part, d'autre part une souplesse d'adaptation à la conjoncture pour les entreprises par un dialogue social de proximité renforcé.

Enfin, le Parti socialiste a mis au jour le texte dénaturé par la droite sénatoriale – ce fut le sens de la réunion publique organisée à Paris la semaine dernière en présence du Premier ministre, de la ministre du Travail, du porte-parole du gouvernement. Au Sénat, la droite a amendé mais elle ne s'est pas amendée : indemnités prud'homales plafonnées, généralisation de la garantie jeunes annulée, mandatement syndical dans les PME supprimé, les six facteurs restants du compte pénibilité annulés, la responsabilité sociale des plateformes numériques oubliée, les 39 heures instaurées. La droite a levé un coin du voile sur le programme qu'elle infligerait au pays si par malheur elle le dirigeait : libéral, conservateur, réactionnaire.

Le texte doit suivre son calendrier, le débat au Sénat puis de nouveau à l'Assemblée. S'il peut toujours être amélioré, un compromis doit avant tout être respecté. Quant aux violences des casseurs qui cherchent à imposer la stratégie du chaos, elles doivent être condamnées et empêchées. La démocratie est un bien précieux : elle permet l'échange et le désaccord, elle ne

peut accepter la violence. Le Premier secrétaire s'est exprimé, ce matin en-core, sur ce point.

Ces dernières semaines, nous avons également mis en avant l'amélioration de la situation économique.

Pour la deuxième fois consécutive, le chômage a baissé, c'est inédit depuis cinq ans. La consommation est soutenue. Le taux de marges des entreprises devrait retrouver en fin d'année son niveau d'avant crise. Bref, comme l'a dit l'INSEE avant-hier, «ça va mieux». La croissance pourrait atteindre 1,6% et le chômage baisser pour atteindre à 9,8% de la population active en fin d'année. Le redémarrage économique est robuste et il s'appuie désormais sur ses moteurs internes, et d'abord l'investissement en nette amélioration.

Ces résultats sont le fruit des efforts des Français et des choix que nous avons faits. Il faut les amplifier, les souligner et affirmer que sont ainsi respectés les deux temps du quinquennat : le redressement puis la redistribution, le redressement pour la redistribution. Justice, la revalorisation des fonctionnaires et notamment des enseignants. Justice, les décisions sur les collectivités locales annoncées au Congrès des maires. Justice les baisses d'impôts qui se poursuivront à la rentrée. C'est un double démenti : à ceux qui prétendaient que la redistribution ne viendrait jamais et à ceux qui, sitôt engagée, voudraient qu'elle s'arrête.

Quand l'économie se renforce, la République sociale progresse. Comme l'écologie progresse avec la ratification le 17 mai en première lecture à l'Assemblée de l'accord de Paris sur le climat. Comme la régulation progresse avec la loi Sapin 2 pour protéger les lanceurs d'alerte et hisser notre pays aux meilleurs standards internationaux de transparence et de lutte contre la corruption.

Mes camarades, sur cette base et je conclus mon propos, nous avons à préparer l'avenir. Cela suppose des idées face à une droite qui, sous la pression du Front national, pratique la surenchère sur le thème de l'identité dans un Parti républicain où un nombre grandissant de chefs et de sous-chefs donne à ce mot un sens «trumpien». Nous sommes en train de forger une lecture du moment et du monde avec des préconisations pour le camp progressiste : c'est le sens des *Cahiers de la présidentielle* – deux ont déjà été présentés, fin avril et fin mai. Préparer l'avenir suppose une capacité à nous dépasser pour fédérer syndicalistes, associatifs, citoyens, responsables politiques pour bâtir une nouvelle

convergence des forces progressistes et écologistes : c'est la Belle Alliance populaire. Cela exige une volonté de se rassembler : c'est pourquoi depuis le début de l'année, nous allons en parler, le Parti socialiste se bat pour une primaire de toute la gauche. Cela appelle notre unité car ce qui est en jeu, c'est l'idée républicaine et c'est l'idée européenne face à la droite extrémisée et à l'extrême droite.

La violence met à l'épreuve notre société comme les autres en Europe. La violence terroriste bien sûr, mais pas uniquement. La violence des mots et des comportements. La violence des casseurs de l'hôpital Necker. La violence des démolisseurs de permanences et de locaux politiques. La violence des hooligans abreuvés de haine et d'alcool. La violence qui a tué, avant-hier, une jeune parlementaire travailliste.

**«L'AVENIR.
CELA SUPPOSE DES IDÉES
FACE À UNE DROITE QUI,
SOUS LA PRESSION
DU FRONT NATIONAL,
PRATIQUE LA SURENCHÈRE,
SUR LE THÈME DE L'IDENTITÉ
DANS UN PARTI RÉPUBLICAIN
OÙ UN NOMBRE GRANDISSANT
DE CHEFS ET DE SOUS-CHEFS
DONNE À CE MOT UN SENS
«TRUMPIEN».»**

Ce qui est en jeu, c'est l'idée démocratique elle-même. Ce qui est en jeu, c'est faire triompher la mesure face aux forces de la démesure, d'empêcher que le monde ne se défasse, disait Camus. Telle est notre activité et telle est notre action parce que tel est notre devoir. Pensons-y, ce samedi dans nos débats et les autres jours.



“



”

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

rées entre les matches. Ils observent aussi ébahis les dégâts considérables causés par une ultragauche qui ne cherche pas à stimuler le mouvement social mais à entretenir la violence pour la violence.

aux problèmes auxquels la France est confrontée. Ce fractionnement à droite qui a sa réfraction à gauche est une autre donnée de la situation politique.

Chers camarades, Chers amis,

Je voudrais tout d'abord remercier Guillaume Bachelay pour ce rapport d'activité circonstancié. Nous venons de le constater à nouveau, ces rapports sont toujours utiles pour restituer nos actions dans leur contexte et montrer comment le Parti socialiste agit et pèse dans la situation. Et il est peu de dire que le moment présent constitue – disons-le – un moment pesant.

**« À NOUVEAU
SUR NOTRE CONTINENT
ON PEUT TUER AU NOM
D'UNE ORIENTATION POLITIQUE
OU D'UNE RELIGION DÉVOYÉE. »**

Mes chers camarades, si nous venons de faire une minute de silence, c'est qu'il y a beaucoup de violence. La violence est partout dans le monde, en Europe et en France. A nouveau sur notre continent on peut tuer au nom d'une orientation politique ou d'une religion dévoyée. Cette résurgence de la violence s'accompagne d'une montée inquiétante de l'identité et des nationalismes. Et si chaque génération politique a le sentiment de se tenir à un tournant de l'histoire, je crois que ce sentiment est aujourd'hui justifié. Nous sommes en train de vivre un moment historique qui place la France et l'Europe à la croisée des chemins. Dans ce contexte, soit nous serons capables collectivement de défendre une certaine conception de la démocratie en Europe et de défendre une certaine conception de la République en France, soit, petit à petit, monteront les communautarismes, les violences et les « valeurs » du « tout marché ».

Nous ne pouvons pas faire comme si toute cette violence ne pesait pas sur la situation politique française. Imaginez un peu ce que nos concitoyens peuvent ressentir en regardant le monde tel qu'il va, la France telle qu'elle est. Que voient-ils ? En France, ils regardent ahuris l'Euro de football entaché par les échauffou-

Et puis, imaginez ce que nos concitoyens ressentent quand ils sont confrontés aux événements d'Orlando, ce massacre homophobe insoutenable. Et puis, dans la foulée, la barbarie de Magnanville : un policier honnête, chargé de l'ordre public, chassé jusque devant son domicile, au cœur de sa sphère privée. Ils ont vu aussi le courage exemplaire de cet homme, frappé à la poitrine, qui dans un dernier souffle exhorte ses voisins à rentrer chez eux. Il sera lâchement assassiné pendant que sa femme sera égorgée devant son enfant. C'est la barbarie. C'est notre époque. C'est le moment que nous traversons. Et nous, militants, responsables socialistes, nous ne pouvons pas être indifférents et distants car notre peuple ressent profondément ce moment-là et qu'il est constitutif de la situation politique.

**« OUI IL Y A BEAUCOUP
DE VIOLENCE
DANS LE PAYS
MAIS IL Y A ÉGALEMENT
BEAUCOUP DE FRAGMENTATIONS
DANS LE CHAMP POLITIQUE. »**

Mes chers amis, oui il y a beaucoup de violence dans le pays mais il y a également beaucoup de fragmentations dans le champ politique. Pas uniquement fragmentation à gauche, j'en parlerai tout à l'heure, mais fragmentation générale, qui touche l'ensemble des représentations politiques, qui sont toutes entrées en crise, sans exceptions. À droite, le nombre de candidats à l'élection primaire est un symptôme supplémentaire de cette fragmentation. Alors qu'il est dans l'opposition. Le principal parti de droite est incapable de dégager un débat serein entre ses membres. Il faut dire que les divergences stratégiques sont majeures entre ceux qui souhaiteraient une candidature au centre et ceux qui construisent une candidature à droite. Pas simplement pour essayer de gagner la primaire, mais parce qu'ils estiment que c'est la réponse souhaitable et durable

**« AUJOURD'HUI,
LA PLURALITÉ
DES PROBLÈMES À RÉGLER
CONDUIT AU FRACTIONNEMENT,
PRÉCISÉMENT PARCE QU'IL N'Y A PAS
DE RÉPONSE UNIQUE. »**

Il faut se faire une raison : nous ne sommes pas dans une période où il y aurait juste un seul problème à régler. Un problème unique qui matricerait l'ensemble du débat politique. Aujourd'hui, la pluralité des problèmes à régler conduit au fractionnement, précisément parce qu'il n'y a pas de réponse unique.

S'il y a violence, s'il y a fractionnement, ne pensez pas que nos concitoyens ne le voient pas, ne le sentent pas, ne l'apprécient pas, ce qui renforce leur scepticisme sur la capacité des représentations politiques à répondre aux défis des temps présents. S'ils expriment une certaine distance vis-à-vis du politique, ce n'est pas uniquement parce qu'ils ne voient pas les résultats qui pourtant sont là, mais parce qu'ils interprètent bien souvent l'expression des uns et des autres dans les représentations politiques comme du simple positionnement. Ont-ils tort ?

Et puis il y a, dans notre société, comment le nier, de la radicalité. On ressent une certaine volonté de ne plus vivre ensemble, on ressent cette volonté d'imposer ses vues comme une totalité, quels que soient les sujets, quel que soit le moment, quel que soit l'adversaire, forcément ennemi, qu'il faut forcément faire taire. Derrière cela, il y a l'idée délétère que la radicalité est la meilleure réponse aux problèmes qui se posent aux Français. Cela est valable à l'ultragauche qui nous impose ses violences. Cela est valable aussi dans l'ultradroite qui veut nous imposer ses conceptions identitaires. Cela est valable enfin chez les terroristes que nous arrêtons chaque jour maintenant, et qui veulent, par les attentats, disloquer notre société et la République pour imposer leur conception et leur califat.

**«ON RESSENT
UNE CERTAINE VOLONTÉ
DE NE PLUS VIVRE ENSEMBLE,
ON RESSENT
CETTE VOLONTÉ D'IMPOSER
SES VUES COMME UNE TOTALITÉ,
QUELS QUE SOIENT LES SUJETS,
QUEL QUE SOIT LE MOMENT,
QUEL QUE SOIT L'ADVERSAIRE,
FORCÉMENT ENNEMI,
QU'IL FAUT FORCÉMENT
FAIRE TAIRE.»**

Cette violence, cette fragmentation et cette radicalité sont le lot quotidien de nos concitoyens. Même s'ils ne sont pas surdéterminés par la politique comme nous le sommes, cette situation les impacte fortement, ce moment les percute intimement. De fait, c'est avec la pleine conscience de cet instant et de ces sentiments qu'il faut que les socialistes fassent des propositions et qu'ils donnent à la situation politique une issue, qu'ils fassent en sorte que la vie politique se recompose sur un nouvel axe, qu'il y ait, comme nous le disons entre nous, un débouché politique. Ce n'est pas facile pour les socialistes. Les socialistes, quelles que soient leurs nuances, sont toujours les tenants du compromis, mais dans une situation politique émietlée, disloquée et radicalisée, le sens du compromis est toujours très difficile à obtenir. Ce n'est pas facile aussi parce qu'il y a la crise générale des représentations et des perceptions, nous l'avons dit. Ce n'est pas facile enfin parce que nous sommes confrontés à une contradiction majeure. Guillaume l'a évoqué, les premiers résultats économiques sont là. S'ils sont en partie dus à des facteurs externes à notre politique économique, ils sont également dus à notre politique. Que ce soit la croissance, la lutte contre le chômage, le déficit de la Sécurité sociale ou les déficits tout court, ou encore sur les marges de manœuvre financières des entreprises, nous retrouvons des niveaux que nous n'avions pas connus depuis des années et qui n'étaient pas du tout à la portée de la droite qui nous a précédé.

Ce redressement, il est donc dans les chiffres, mais il n'est pas encore dans les têtes. Il n'est pas encore perceptible pour l'ensemble des Français. Et c'est tout le problème de la gauche car il ne peut pas y avoir de gauche sans espoir. Il n'y a pas de gauche s'il

n'y a pas la possibilité de peser positivement sur le réel. Il n'y a pas de gauche s'il n'y a pas la possibilité de transformer la situation. Si le débat au sein de la gauche se limite à vouloir démontrer qu'elle échoue globalement aux responsabilités, eh bien nous ne serons pas en capacité ou en possibilité de reconstruire l'espoir. Et dans le désespoir, la droite et surtout l'extrême droite prospère.

Il ne peut y avoir d'espoir sans unité. Je regrette profondément que le congrès des Verts ait été un congrès de scission entre l'écologie politique et le mouvementisme écologiste. Je regrette que les Verts, qui nous ont accompagné très longtemps, y compris dans cette dernière période au gouvernement prenant avec nous toutes les décisions stratégiques, aient décidé dans leur dernier congrès, non seulement de ne pas participer à la primaire de toute la gauche. Mais aussi décider qu'ils ne feront plus jamais l'alliance à gauche. C'est ainsi, ils cherchent dans l'autonomie radicale la voie d'une reconstruction d'un parti brisé en deux.

**«LES PREMIERS RÉSULTATS
ÉCONOMIQUES SONT LÀ.
S'ILS SONT EN PARTIE
DUS À DES FACTEURS EXTERNES
À NOTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE,
ILS SONT ÉGALEMENT
DUS À NOTRE POLITIQUE.»**

Je regrette que le Parti communiste, qui a une autre expérience que celle des écologistes, ait cru bon de dire qu'il y avait - je reprends ses mots - un «mur infranchissable» entre la gauche du gouvernement et la gauche que représenterait le Parti communiste. Ces débats-là, nous les avons eus de nombreuses fois. Nous étions bien plus opposés, totalement même, sur la conception à la fois du socialisme et de la France. Et pour autant, nous avions réussi à nous unir, qui plus est dans un autre rapport de forces, beaucoup plus favorable au Parti communiste.

Je le regrette aussi parce que nous ne sommes plus dans la période du bipartisme où la question était: qui de telle ou telle gauche pouvait être au second tour? Aujourd'hui, nous sommes en tripartisme, et dans le tripartisme, le problème n'est pas de se rassembler au second tour mais d'accéder au second tour. Je regrette cette orientation parce qu'il ne s'agit pas simplement de nous. Notre équation personnelle, en tant que parti

politique, dans la France telle qu'elle est, peut nous permettre de mener campagne et d'espérer. Mais cette ligne néfaste, cette orientation sectaire conduit à ce que le Parti communiste lui-même, ainsi que les écologistes, quittent la scène du Parlement ou de la représentation nationale.

**«IL NE PEUT
PAS Y AVOIR
DE GAUCHE
SANS ESPOIR.»**

Je regrette enfin ces positions parce qu'elles conduisent à un affaiblissement général. Nous avons, vous le savez tous, loyalement accepté, sur la base de propositions qui nous avaient été faites, de participer à la primaire de toute la gauche. Nous pensions que cela permettait un rassemblement stratégique et un débat politique entre des conceptions différentes, avec des accents différents. Nous l'avons fait parce que nous pensions à l'intérêt général de la gauche. Mais, le Parti communiste et les écologistes nous ont claqué la porte au nez au cours de leurs congrès respectifs.

Nous sommes maintenant confrontés à une situation assez simple. Le Parti socialiste doit prendre ses responsabilités et assumer ce débat nécessaire aux Français. Nous devons pouvoir débattre des raisons pour lesquelles nous avons fait certains choix, de débattre sur ces choix et de souligner les résultats qui sont aujourd'hui les nôtres. Plus largement, nous avons la responsabilité de porter l'unité pour l'ensemble de la gauche. Dans le moment présent, je ne vois pas d'autre moyen que de proposer au Conseil national une primaire ouverte à celles et ceux qui ne l'ont pas refusée, une primaire de l'unité et du débat, une primaire loyale et autant que possible représentative.

**«LE PROBLÈME
N'EST PAS DE SE RASSEMBLER
AU SECOND TOUR
MAIS D'ACCÉDER
AU SECOND TOUR.»**

Une petite remarque au passage: On nous reprochait de ne pas préparer sérieusement la primaire. Voici une déclaration de ma part ouvrant la voie à celle-ci. A peine dit, on nous reproche déjà de faire une primaire au rabais. Mais, mes chers amis, mes chers camarades, ce n'est pas

de notre responsabilité si on nous a baladés pendant six mois, si c'est le 18 juin que nous sommes en train de ramasser le gant de la primaire. Ce n'est pas de notre responsabilité, nous aurions pu avancer beaucoup plus tôt. Donc non, soyons clairs, ce que nous voulons faire, ce n'est pas une primaire au rabais, c'est une primaire portes et fenêtres ouvertes. C'est une primaire ouverte au peuple de gauche. C'est la primaire de celles et ceux qui acceptent cette primaire. Nous ferons tout notre possible pour que le maximum de femmes et d'hommes de gauche se réclamant de notre démarche soient capables de venir débattre avec nous, de faire en sorte qu'il y ait un vote permettant de départager les conceptions, les orientations et les inclinaisons. Ce vote permettra également de départager celles et ceux qui seront chargés de porter nos orientations. L'élection présidentielle ce n'est pas un congrès du Parti socialiste. C'est la sélection à la fois d'une orientation et d'un homme ou d'une femme capable de porter l'espoir de la gauche, pour battre la droite et l'extrême droite et d'unir ceux qui participent à la primaire.

**« LE PARTI SOCIALISTE
DOIT PRENDRE
SES RESPONSABILITÉS
ET ASSUMER CE DÉBAT
NÉCESSAIRE
AUX FRANÇAIS. »**

Voilà pourquoi je vous propose, dans une résolution qui vous a été distribuée, cette primaire citoyenne, pas simplement comme le souhaitent nos statuts, mais parce que je crois que cela répond à la situation politique telle qu'elle est aujourd'hui. Le Parti socialiste doit assumer son rang. Par la primaire nous mettons un coup d'arrêt à la fragmentation.

Cette primaire, nous ne l'organiserons pas dans n'importe quelles conditions. Dans quelques jours, il y aura le résultat du référendum en Angleterre. Aujourd'hui, nous ne connaissons pas ce résultat. Certains estiment que le drame effroyable qui est intervenu avec l'assassinat d'une députée travailliste peut retourner cette situation épouvantable. D'autres estiment que c'est plié, que la campagne articulée entièrement sur l'immigration a jeté son poison et les Anglais sont dans le Brexit. Quel que soit ce vote, c'est un moment charnière. Il faudra y répondre. C'est valable pour nous, socialistes, nous le feront avec un cahier

de la présidentielle dédié, mais également pour le Président de la République et pour les gouvernements sociaux-démocrates en Europe. Il faudra répondre et il faudra trancher ce débat que nous avons depuis des années entre l'Europe des contenants et l'Europe des contenus. C'est l'Europe des contenus qu'il faut maintenant.

**« L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
CE N'EST PAS
UN CONGRÈS
DU PARTI SOCIALISTE. »**

Ce référendum sera suivi de celui de Notre Dame des Landes qui a son importance, pas seulement pour nos amis nantais. Mais il y aura aussi, vous le savez, le débat sur la loi travail qui interviendra à l'Assemblée nationale. Je pense que le compromis qui a été bâti entre le gouvernement et des organisations syndicales doit être préservé. Et je crois que si toute loi peut être améliorée dans le débat parlementaire, il faut refuser de dévitaliser cette loi, de briser son architecture et faire en sorte de lui garder son sens.

**« LE PARTI SOCIALISTE
DOIT ASSUMER SON RANG.
PAR LA PRIMAIRE
NOUS METTONS UN COUP D'ARRÊT
À LA FRAGMENTATION. »**

Je sais que ces questions nous divisent. Je sais que l'immense majorité des députés - et des sénateurs, mon cher Didier Guillaume - sont favorables à cette loi. Mais je sais aussi qu'il y a une minorité dans le parti et je la respecte. Je sais aussi qu'il y a des camarades qui déploient leurs convictions sur ce texte. Mais, autant il n'est pas impossible de débattre entre nous, autant un parlementaire doit pouvoir s'exprimer, c'est notre constitution, autant, je le dis clairement, il ne me semble pas possible de déposer une motion de censure contre le gouvernement, car ce serait une motion de censure contre les socialistes. C'est le sens de la deuxième résolution soumise au vote.

Mes chers amis, mes chers camarades, je crois que nous aurons d'autres questions à traiter dans les jours et les semaines à venir. Il y aura l'Assemblée nationale de la Belle Al-

liance Populaire qui se tiendra le 2 juillet prochain à Paris et qui prend maintenant une dimension inattendue, enfin, pas tout à fait inattendue pour tout le monde. Il y aura notre Université qui se tiendra à la fin du mois d'août. Et il y aura l'action à mener par les socialistes pour la gauche dans les jours et dans les semaines qui viennent autour des fiches de la réussite, des réunions sur le bilan, des cahiers de la présidentielle et à partir de septembre, des meetings par régions contre l'extrême droite. Et puis il faudra préparer et réussir la primaire.

Je suis persuadé que les socialistes dans le moment présent, seront au rendez-vous de ce que leur propose l'histoire et qu'ils seront capables de faire face aux événements en se rassemblant. Merci.

**« JE SUIS PERSUADÉ
QUE LES SOCIALISTES
DANS LE MOMENT PRÉSENT,
SERONT AU RENDEZ-VOUS
DE CE QUE LEUR PROPOSE
L'HISTOIRE
ET QU'ILS SERONT CAPABLES
DE FAIRE FACE
AUX ÉVÉNEMENTS
EN SE RASSEMBLANT. »**



“



”

LUC CARVOUNAS

Mes chers camarades, si certains peuvent le souhaiter, même parfois à voix haute, aucun d'entre nous ici présent, je l'ai encore entendu il y a quelques heures, n'a intérêt ou ne souhaite la dislocation du Parti socialiste. Et pourtant, les débats qui nous animent, les contradictions normales qui nous traversent, ont pris, depuis deux ans, une tournure qui, si nous n'y prenons pas garde, peut tuer le Parti socialiste, affaiblir le socialisme et renvoyer la gauche à ce qu'elle était il y a plus de quarante ans.

Je suis comme bon nombre d'entre nous attaché à un parti qui a rendu possible tant de progrès, mais nous ne sommes pas réunis aujourd'hui pour nous parler à nous-mêmes, ou pour ajouter à la tactique des uns la stratégie des autres.

**« JE SUIS COMME
BON NOMBRE D'ENTRE NOUS
ATTACHÉ À UN PARTI
QUI A RENDU POSSIBLE
TANT DE PROGRÈS. »**

La question à laquelle nous devons répondre aujourd'hui en fait, c'est celle du rapport de la gauche et des socialistes aux Français à quelques mois des élections présidentielles et législatives. Pour répondre à cette question et avoir une chance que les Français nous entendent, il faut qu'à l'issue de ce Conseil national, nous répondions sans fausse pudeur sur notre participation ou sur notre propre organisation d'une primaire à gauche. Personne dans ce Conseil national n'a intérêt, je l'ai dit, à la mort de la gauche, pas plus au sein de la majorité de notre parti, de sa direction, même de sa minorité. Mais je sais aussi qu'aujourd'hui, nos partenaires historiques Europe Ecologie Les Verts, le Parti communiste français souhaitent, peuvent le penser, le départ du Premier ministre, Manuel Valls, l'échec dans un an du président de la République, François Hollande.

Mais au-delà de notre parti, ce qui importe et ce qui m'importe le plus, mes

chers camarades, c'est l'avenir du socialisme, des valeurs qu'il incarne, des progrès qu'il permet, de l'avenir qu'il rend crédible, de la transformation de la société qu'il rend possible. Le socialisme n'a jamais été une simple idée, c'est un mouvement politique qui prétend à gouverner sans sectarisme et avec le souci de l'efficacité pour réaliser les attentes des Français en matière de justice et de progrès social.

**« MAIS AU-DELÀ
DE NOTRE PARTI,
CE QUI IMPORTE ET CE QUI M'IMPORTE
LE PLUS, MES CHERS CAMARADES,
C'EST L'AVENIR DU SOCIALISME,
DES VALEURS QU'IL INCARNE,
DES PROGRÈS QU'IL PERMET. »**

Alors, moi, je n'ai jamais été de ceux qui pensent qu'il y a une, deux, trois, je ne sais combien de gauches. Pour moi, il n'y a qu'une seule gauche, celle avec laquelle je dirige la commune d'Alfortville, celle avec laquelle la gauche dirige le département du Val-de-Marne, celle avec laquelle nous sommes rassemblés au deuxième tour derrière Claude Bartolone à la région Ile-de-France, celle avec laquelle nous avons gagné le Sénat en 2011, celle avec laquelle nous avons gagné 81, 97 et 2012.

Pour cela, mes amis, mes chers camarades, vous l'aurez compris, la gauche, la seule que je reconnaisse par-delà les partis, c'est la gauche unifiée autour d'un projet et qui est prête à vouloir gouverner. Je ne peux que m'interroger sur les aspirations de celles et de ceux qui entendent défendre un projet tout en restant en dehors du gouvernement.

Mais je le dis aussi au gouvernement et à notre direction à laquelle j'appartiens moi-même: le socialisme n'a jamais appartenu au seul Parti socialiste, mais à toutes celles et à tous ceux qui défendent les idées de progrès et de lutte contre les inégalités. L'histoire de notre parti l'a déjà démontré: à chaque fois qu'il a été conçu et utilisé comme l'outil du rassemblement de toutes les forces de la gauche, il a été légitime, il a été fort. Le Parti socialiste n'a pas de légitimité intrinsèque, elle ne lui est conférée que par les Français et eux seuls. Si les Français font confiance à notre

parti pour être le parti autour duquel peut se faire le rassemblement d'une partie de la gauche, nous réussirons collectivement. Si ce n'est pas le cas, nous devrons réinterroger l'outil sans pudeur et avec honnêteté intellectuelle.

**« POUR MOI,
IL N'Y A QU'UNE
SEULE GAUCHE. »**

Pour cela, la primaire peut aider au rassemblement, à condition que nous y croyions nous-mêmes. Nous la devons aux socialistes, à la gauche, et surtout aux Françaises et aux Français. Rappelons-nous tout ce qui a été le souffle de la primaire en 2011. Nous n'avions pas peur de soumettre aux Français nos projets, nos espoirs, nos candidats, autant de personnalités fortes dotées de solides convictions, mais toujours prêtes à écouter et à s'enrichir mutuellement. Et surtout, nous n'avions pas peur de nous-mêmes.

Mais d'abord, je veux clarifier ici, devant vous, à ce Conseil national, mes attentes. Je n'attends pas d'une primaire pour 2017 qu'elle offre plus qu'elle n'avait à offrir en 2012. Je n'attends pas d'une primaire qu'elle balaie tout le spectre de la gauche, de ceux qui refusent l'Europe à ceux qui ne sont ni de gauche ni de droite. Une telle primaire n'aurait en effet pas de sens, puisqu'il faut bien qu'à un moment, nous nous réunissions, et que je ne me sens pas prêt à renier mes convictions socialistes pour l'union à tout prix. Aucun de nous, je pense, n'est prêt à cela.

**« LA GAUCHE,
LA SEULE QUE JE RECONNAISSE
PAR-DELÀ LES PARTIS,
C'EST LA GAUCHE UNIFIÉE
AUTOUR D'UN PROJET
ET QUI EST PRÊTE À VOULOIR
GOUVERNER. »**

A contrario, une primaire qui se réduirait aux seuls socialistes ne serait pas au niveau de ce qu'attendent de nous les Françaises et les Français. Et je le dis ici sans ambages, une pri-

maire qui ne serait qu'une primaire de témoignage n'aurait aucun sens. La primaire, avant d'être la bataille des hommes, c'est la confrontation heureuse des idées ouvertes à tous, c'est la modernité. C'est ce que nous avons inventé ensemble en 2011 et que nous allons poursuivre ensemble pour 2017.

**« LE SOCIALISME
N'A JAMAIS APPARTENU
AU SEUL PARTI SOCIALISTE,
MAIS À TOUTES CELLES
ET À TOUS CEUX
QUI DÉFENDENT LES IDÉES DE PROGRÈS
ET DE LUTTE
CONTRE LES INÉGALITÉS. »**

Mes camarades, pour conclure, je ne suis pas dupe de voir nos amis historiques communistes, je le disais, nous gouvernons avec eux dans les territoires, avoir refusé dès 2012, souve-

nez-vous leur expression: « Nous ne sommes pas dans la majorité gouvernementale, nous sommes dans la majorité présidentielle. » Ils étaient déjà dans ce paradoxe d'être entre un président de la République socialiste nouvellement élu, François Hollande et leur ambiguïté avec Jean-Luc Mélenchon, qui, aujourd'hui, au moins, lui est clair: ni primaires, ni Parti communiste, il creuse son sillon pour, comme un Rufin* et comme tant d'autres, voir la mort du Parti socialiste. On ne construit pas une stratégie sur la défaite.

Quant à nos amis écologistes qui sont si forts que cela, qui eux aussi puisent leur légitimité parce que nous avons su ensemble trouver sens commun, je vois simplement, ce n'est pas moi qui le dis, ce sont leurs participations, leurs congrès, ce sont des niveaux de participation de nos départements, de nos fédérations que nous sommes nous-mêmes en congrès, et pour autant, ils auraient cette impertinence de vouloir nous dire que François Hollande ne peut pas être notre candidat, candidat à la primaire et candidat de la gauche.

Voilà, mes camarades, je crois en cette primaire, je crois au fait qu'elle sera un formidable élan de pouvoir faire l'introspection de ce qui a été, de ce qui n'a pas été, et de pouvoir aussi se parler entre nous, se rassembler d'abord nous-mêmes, et ensuite aller rassembler toute la gauche. Je vous remercie.

**« JEAN-LUC MÉLENCHON, QUI,
AUJOURD'HUI, AU MOINS,
LUI EST CLAIR:
NI PRIMAIRES, NI PARTI COMMUNISTE,
IL CREUSE SON SILLON POUR,
COMME UN RUFIN* ET COMME
TANT D'AUTRES, VOIR
LA MORT DU PARTI SOCIALISTE,
ON NE CONSTRUIT PAS UNE STRATÉGIE
SUR LA DÉFAITE. »**



“



”

CHRISTIAN PAUL

Chers amis, chers camarades, nous avons vécu collectivement une semaine de tragédies. Les violences s'ajoutent aux violences depuis des mois. Ce sont les crimes du terrorisme, terribles dans la surenchère de la barbarie. Ce sont les agressions décérébrées du hooliganisme. Ce sont aussi ces provocations perverses qui viennent casser les cortèges syndicaux. Un moment comme celui-là appelle donc de notre part à tous, sans exception, du discernement, du sang-froid, et surtout des principes solides pour guider l'action politique. Cela se nomme aussi la responsabilité collective.

Or, ce que je vois, ce que nous voyons, chers camarades, c'est l'enchaînement des pièges que la gauche se tend à elle-même. Ce que je vois et ce que nous voyons, c'est la plus grave période de tensions sociales depuis 1981 dans les moments où la gauche est au pouvoir. Ce que je vois aussi, bien sûr, ailleurs, c'est que se prépare l'entreprise de destruction sociale de la droite dont elle rêve en 2017. Alors pourquoi, pourquoi après ce psychodrame inutile et tellement coûteux sur le plan politique de la réforme constitutionnelle et de la déchéance de nationalité, la loi travail vient-elle créer entre nous et bien au-delà des fractures plus graves encore ?

« JE VOIS AUSSI, BIEN SÛR, AILLEURS, C'EST QUE SE PRÉPARE L'ENTREPRISE DE DESTRUCTION SOCIALE DE LA DROITE DONT ELLE RÊVE EN 2017. »

Il faudrait aller jusqu'au bout. Mais jusqu'au bout de quoi ? Sous la pression de l'article 49-3 de la Constitution, que pendant dix ans, sans interruption, nous avons déclaré vouloir supprimer, non seulement cette loi, ce qu'elle contient de dérégulation, elle ne contient pas que de la dérégulation, mais elle en contient, ce qu'elle contient de dérégulation n'aura pas d'effet d'entraînement sur la création d'emplois. Et d'ailleurs, le patronat le dit tous les jours, mais cette loi, ayons

le courage de le reconnaître, elle est aujourd'hui triplement minoritaire. Elle est minoritaire dans la société française, c'est vrai pour des raisons qui ne sont pas toutes les mêmes. Elle est minoritaire dans le monde syndical, et on a vu comment cette construction d'un syndicalisme réformiste avait volé en éclats au fur et à mesure des semaines récentes. Et elle est aussi minoritaire au sein de la gauche, clairement. Je le dis franchement, mes chers camarades, je n'ai jamais connu de pire exemple de suicide politique, et nous n'y sommes pas candidats. Donc, la reprise du dialogue est absolument nécessaire. Et après avoir auditionné, avec d'autres députés, pendant trois jours, la totalité des syndicats de salariés, de la CFDT jusqu'à la CGT, en passant par Force ouvrière, la FSU, l'UNSA et tous les autres, et beaucoup des militants de ces syndicats sont ou sont encore des militants socialistes, eh bien, je témoigne devant vous, chers camarades, qu'un compromis reste possible à propos de la loi travail, et que la plupart des syndicats y travaillent, qu'ils le souhaitent et qu'ils sont prêts.

Alors ne gâchons pas ce qui est à portée de la main. Et il faut, vraiment, à propos de cette loi travail, que nous fassions collectivement preuve d'un optimisme raisonnable, sans naïveté et sans renoncement. Car, mes amis, nous n'avons pas conquis le pouvoir pour casser en deux le syndicalisme français. Nous n'avons pas été élus pour réduire les droits des salariés. Nous ne portons pas l'héritage du mouvement ouvrier pour faire peser en plus une telle menace sur la liberté de manifester. Oui, ce serait une faute impardonnable. Imaginez ce nous aurions dit à la tribune d'un Conseil national si Nicolas Sarkozy avait voulu interdire aux organisations syndicales de salariés le droit de manifester dans Paris.

Alors, ce que je redoute, je vais vous le dire, ce que je redoute, mes chers camarades, c'est un formidable affaiblissement collectif. Ce que je redoute, ce ne sont pas les menaces, les sanctions, les exclusions ou les clarifications qui résonnent comme des punitions, elles ne seraient que la tradition disciplinaire d'une très grande faiblesse politique. Ce que je redoute, ce n'est pas une purge au sein du Parti socialiste, ce serait tout simplement une défaite morale.

Et je voudrais m'arrêter un instant sur le rapport de la Haute autori-

« UN COMPROMIS RESTE POSSIBLE À PROPOS DE LA LOI TRAVAIL, ET QUE LA PLUPART DES SYNDICATS Y TRAVAILLENT, QU'ILS LE SOUHAITENT ET QU'ILS Y SONT PRÊTS. »

té éthique. Ce rapport, je vous invite à le lire, mes chers camarades, et à le méditer, et peut-être à le faire lire largement autour de vous, en particulier aux militants socialistes. Que dit ce rapport ? Il éclaire ce qui a été une décision douloureuse mais nécessaire, qui fut la nôtre, de rédiger une motion de censure, sans jamais mêler nos voix à la droite, et en refusant clairement les voix de la droite. La Haute autorité évoque le principe de solidarité. Chers camarades, le principe de solidarité, dans un parti politique, dans le Parti socialiste, le principe de solidarité, c'est la règle quand la démocratie est respectée. Et c'est bien l'apport de ce rapport, justement, que de confirmer que la démocratie n'a pas été respectée au sein du Parti socialiste à propos de la loi travail. Lisez ce rapport. Quand nos textes ne sont plus respectés, y compris les motions qui ont été très largement votées ici, quand notre bureau national ne délibère plus, ou plus précisément n'exprime pas un vote, peut-être parce qu'il n'y a pas de majorité sur ce texte, quand notre groupe à l'Assemblée nationale, je ne sais pas, cher Didier, ce qu'a fait le Sénat, mais quand notre groupe à l'Assemblée nationale, est tellement verrouillé qu'on refuse d'y recevoir en séance plénière, pour évoquer la loi travail, les dirigeants de Force ouvrière ou de la CGT, oui, je le dis, notre démocratie n'est pas respectée. Et quand l'éthique de délibération est ainsi abîmée, oui, c'est vrai, et tu as eu raison, Jean-Christophe de le rappeler, c'est notre unité qui est en danger. Mais il t'appartient aussi, parce que tu es le premier secrétaire de ce parti, d'améliorer la démocratie, au sein du groupe, c'est plus difficile, j'en conviens, mais au sein de notre bureau national et de nos instances, et que la délibération ait la qualité que l'on est en droit d'attendre, et que, quand on auditionne la ministre du Travail sur la loi qui porte aujourd'hui son nom, qu'il y ait un vote et qu'on mesure en effet si ce projet de loi est majoritaire ou minoritaire. C'est aussi comme cela, à un moment donné, devant des questions essentielles, que les socialistes doivent se comporter.

Donc, ce que je redoute, en fait, chers camarades, c'est que notre démocratie à chaque étape soit ainsi visiblement défailante. Ce que je redoute, c'est qu'à l'occasion de cette loi, comme à l'occasion de la réforme constitutionnelle, nous soyons accusés, probablement à juste titre, d'abandonner nos principes. C'est le repli, et je l'entends chez les militants, et aussi chez les dirigeants du Parti socialiste, le repli sur la fatalité du naufrage politique en 2017, comme si nous étions définitivement et collectivement impuissants. Ce que je redoute, c'est la démoralisation et la fuite des militants. Ce sont les stratégies de déconstruction de notre parti pour reconstruire ailleurs une autre force politique. Ce que je redoute, oui, chers camarades, et Luc Carvounas a employé ce mot, lui aussi, c'est la dislocation du Parti socialiste. Mais je ne veux pas, et nous ne voulons pas, évidemment, nous résoudre à cette impasse. Et pour en sortir, ce que nous voulons, c'est la primaire. Nous la voulons depuis longtemps. Nous l'avons voulue en 2011 avec Martine Aubry, nous l'avons voulue lors du congrès de Poitiers, nous l'avons rappelée à l'unanimité de notre courant, c'est donc possible, au mois de février. C'est la primaire comme seule possibilité de retrouver une forme d'unité face à la droite et à l'extrême droite. C'est la primaire pour éviter la dislocation du Parti socialiste. C'est la primaire surtout ouverte à toute la gauche pour éviter de donner corps à cette idée funeste que l'on théorise

ici et là, certains dans le Parti socialiste, d'autres, c'est vrai, dans d'autres partis de la gauche, cette idée funeste qu'il y aurait deux gauches irréconciliables, séparées par des barrières infranchissables. Ce ne peut être, là, les mots des socialistes.

**«CE QUE JE REDOUTE,
EN FAIT, CHERS CAMARADES,
C'EST QUE NOTRE DÉMOCRATIE
À CHAQUE ÉTAPE SOIT AINSI
VISIBLEMENT DÉFAILANTE.»**

Non, le but d'un Conseil national n'est pas de décider des alliances. Le but du Conseil national n'est pas de désigner une mauvaise gauche, avec des barrières d'ailleurs que beaucoup ici ne seraient pas les derniers à transgresser au moment des élections législatives. Donc, un texte sur les primaires, la résolution qui nous est proposée, n'a pas la fonction de désigner pour l'avenir notre stratégie et nos alliances. Le but de notre résolution, c'est avant tout, si elle peut être votée, et pourquoi pas très largement, mais il faut quand même encore un sacré effort, le but, c'est d'organiser les primaires. Parce que ces primaires, nous voulons que ce soit un événement démocratique capable à nouveau d'intéresser, et ce ne sera pas facile, des millions de Français.

Cette primaire, si elle se tient en décembre ou même en janvier, j'observe d'ailleurs que le 22 janvier, ce serait cinq ans jour pour jour après le discours du Bourget. Eh bien cette primaire, ce sera l'occasion de montrer qu'il n'y a pas pour la gauche au pouvoir une seule façon de gouverner, et entre nous, heureusement, parce que ça signifierait pour longtemps notre éloignement du pouvoir de transformer ce pays.

Donc, nous n'accepterons pas n'importe quelle primaire, et j'en termine. Pour être acceptable, la primaire doit d'abord être irréversible, dès ce Conseil national du 18 juin. Et pour cela, les fédérations le savent bien, les préparatifs doivent pouvoir commencer dès maintenant. Cette primaire doit être loyale, c'est-à-dire respectueuse des règles de 2011, avec des conditions de participations équitablement fixées, avec des débats devant les Français, y compris à la télévision, et avec des milliers de bureaux de vote. Elle doit être enfin ouverte à tous les citoyens qui partagent les valeurs de la gauche, et elle doit être surtout, mais il y a encore un effort à faire, elle doit être ouverte dans les esprits. Alors franchement, oui, donnons envie de cette primaire, ne changeons pas une fois de plus l'or en plomb et, mes chers camarades, enfin, à nouveau, osons la démocratie. Merci.



“



”

KARINE BERGER

Mes chers camarades, elle avait 41 ans, elle faisait campagne pour l'Europe, elle était née dans une décennie qui avait vu Willy Brandt s'agenouiller à Varsovie, François Mitterrand parler pour la première fois de l'euro, et le Royaume-Uni rentrer dans l'Union européenne. J'envie ceux qui, dans cette salle, appartiennent à des générations pour qui l'Europe a pour symbole Jacques Delors, parce que le symbole européen de ma génération s'appelle déjà Jo Cox. Nous devons aujourd'hui absolument faire en sorte que cet assassinat, qui est perpétré par l'extrême droite qui est en train de monter partout en Europe, devienne le moment auquel la gauche répond enfin face à la dislocation à laquelle nous sommes en train d'assister.

« NOUS SOMMES FACE À UNE MONTÉE INEXORABLE DE L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE, QUI DÉTRUIT TOUS LES IDÉAUX ET TOUTES LES IDÉES EUROPÉENNES. »

Nous sommes face à une montée inexorable de l'extrême droite en Europe, qui détruit tous les idéaux et toutes les idées européennes. Nous devons, nous, la gauche européenne, arriver à trouver une solution. A une semaine du vote sur l'appartenance de la Grande Bretagne à l'Union européenne, les progressistes doivent proposer une réécriture totale du projet européen et de l'ambition de l'histoire européenne pour les prochaines années. Nous n'en sommes pas là. Les dernières années, y compris les dernières années de notre gouvernement, n'ont pas permis de trouver un début de solution.

Quand je vois, cher Jean-Christophe, que la 33^e fiche de la réussite, c'est que nous nous félicitons que l'industrie de l'armement a été soutenue par notre majorité, je me pose quelques questions. Est-ce que vraiment, notre idéal international, c'est de soutenir l'industrie des armes dans notre pays ? Alors quel que soit, mes chers camarades, quel que soit le choix des

électeurs britanniques, nous ne pouvons plus aujourd'hui nous contenter d'arrangements entre gouvernants sur quelques consensus économico-libéraux qui font qu'après quatre années de combat de la part de notre majorité, nous ne sommes toujours même pas parvenus à imposer une taxe sur les transactions financières en Europe.

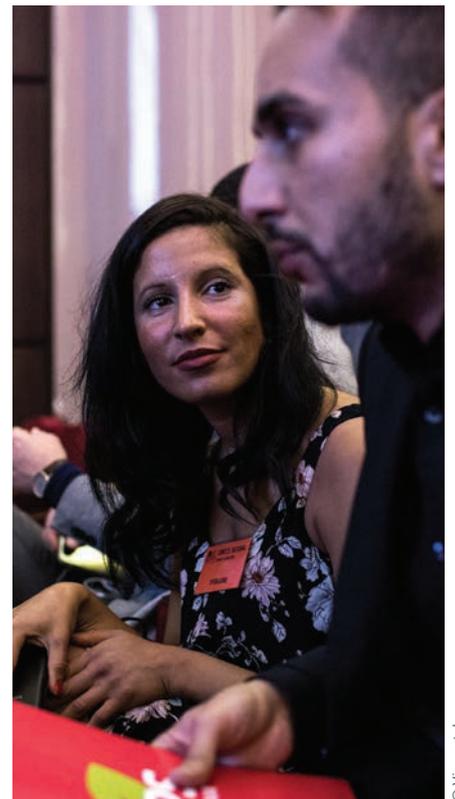
« QUEL QUE SOIT LE CHOIX DES ÉLECTEURS BRITANNIQUES, NOUS NE POUVONS PLUS AUJOURD'HUI NOUS CONTENTER D'ARRANGEMENTS ENTRE GOUVERNANTS SUR QUELQUES CONSENSUS ÉCONOMICO-LIBÉRAUX. »

Nous devons désormais aller au-delà de ces questions et de ces non-consensus. Nous devons réinventer, notre génération doit réinventer l'Europe de demain. Cela signifie au moins quatre choses. D'abord, nous mettre d'accord sur des frontières communes parce que ce sont les frontières européennes qui pourront redonner au peuple européen le sentiment que l'Europe existe. Nous devons évidemment fixer notre défense commune, et défendre, au-delà de nos frontières européennes, les droits de l'homme dans tous les pays, y compris les quelques puissances économiques qui se contentent de dictature politique pour vendre un certain nombre de produits à l'intérieur même de l'Europe. Nous devons devenir, redevenir un continent optimiste, qui a fait le pari depuis toujours que l'immigration d'aujourd'hui et de demain est une chance et jamais un danger. Mes chers camarades, nous devons, à l'occasion de cette semaine historique, qui a vu l'assassinat d'une députée travailliste et qui verra peut-être la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne, nous devons de nouveau être capables de démontrer à nos concitoyens qu'être européen, c'est avant tout maîtriser la mondialisation de demain. Si la Grande Bretagne ne souhaite pas faire ce pas vers plus d'identité européenne, nous en prendrons acte.

Mais nous proposons, la Fabrique, la motion D, que la parole politique de la gauche européenne arrive avant le 24 juin. Ce n'est pas le 24 juin que nous nous réveillerons en nous disant : « Bon, finalement, ils sont restés, ils

ne pas restés, ce n'est pas très grave, on va continuer comme avant. » Nous devons le faire cette semaine. Alors Jean-Christophe, nous proposons une résolution au Conseil national, qui demande tout simplement que l'ensemble des partis de gauche progressistes de notre continent, le PS, le SPD, le PD italien, le PSOE, le Labor UK, le PSP, tous les partis partenaires, parlent avant le 24 juin de l'Europe, de l'identité européenne, de l'avenir de l'Europe et de notre génération européenne.

« MES CHERS CAMARADES, NOUS DEVONS, À L'OCCASION DE CETTE SEMAINE HISTORIQUE, QUI A VU L'ASSASSINAT D'UNE DÉPUTÉE TRAVAILLISTE ET QUI VERRA PEUT-ÊTRE LA SORTIE DE LA GRANDE BRETAGNE DE L'UNION EUROPÉENNE, NOUS DEVONS DE NOUVEAU ÊTRE CAPABLES DE DÉMONSTRER À NOS CONCITOYENS QU'ÊTRE EUROPÉEN, C'EST AVANT TOUT MAÎTRISER LA MONDIALISATION DE DEMAIN. »



© Vincent Jarousseau

“



”

CLAUDE BARTOLONE

pour lui permettre de faire face à son besoin d'égalité? Et aujourd'hui, je pense que c'est avant tout à cela que nous devons répondre, et qui pourrait imaginer que c'est simplement cette primaire indispensable qui pourra répondre à cette interrogation? Il y a ces doutes qui existent entre les uns et les autres.

**«EST-CE QUE NOUS ACCEPTONS
LA FONCTION QUI DOIT ÊTRE LA NÔTRE
DE RÉUSSIR À RÉFORMER
CETTE SOCIÉTÉ
POUR LUI PERMETTRE
DE FAIRE FACE
À SON BESOIN D'ÉGALITÉ?»**

Je vous le dis, si c'est simplement le choix du candidat ou de la candidate qui doit nous permettre de répondre à cette interrogation, sommes-nous réformistes? Voulons-nous qu'il n'y ait pas pour la gauche comme seul perspective de venir une fois tous les quinze ans au pouvoir pour rattraper les dégâts de la droite? Mais sommes-nous capables de pouvoir changer à la fois les forces de la production, rentrer dans la transition énergétique et environnementale et faire face à ce besoin d'égalité? Il faut que l'on règle cette question, avant de se poser même la question de: comment organiser la primaire?

Chers camarades, je vous le dis, la primaire, pour moi, c'est la meilleure et la pire des choses. C'est comme la langue d'Esopé. Si cette primaire devait accentuer et renforcer le sentiment d'incertitude et d'insécurité qui existe déjà dans le pays, eh bien je vais vous dire une chose, ce sera une primaire qui sera pour les socialistes une primaire d'élimination. Regardez, je ne veux pas tomber dans le fait d'être un oiseau de mauvais augure, mais regardez de près ce qui est en train d'arriver dans la primaire démocrate aux Etats-Unis. Ils n'arrivent pas à la finir. Et aujourd'hui, le fait de voir, malgré le résultat enregistré, en termes de nombre de délégués, malgré le fait que théoriquement, une des candidates devrait être majoritaire à la convention démocrate, ils n'arrivent pas à en sortir, et c'est une prime qui est donnée à Trump. Et quand j'entends un des candidats dire: «Mais finalement, l'objectif n'est pas simplement de battre Trump.», je me dis: il

ne faut pas non plus que l'on tombe nous-mêmes dans ce genre de piège, si l'on devait avoir une similitude dans les situations.

Moi, mon objectif avant tout, c'est de battre le candidat de la droite, quel qu'il soit. Parce que quelle que soit la température qu'ils essaient de se donner les uns et les autres de modération, sur le fond, c'est le même programme d'économie, le même programme de saccage des services publics, le même programme de renforcement des inégalités. Et je le dis, et notamment après avoir entendu la bonne intervention de Christian Paul sur la question de la loi El-Khomri, mais chers camarades, à un moment donné, nous aussi, ne tombons pas dans le piège de ne pas savoir comment on doit en sortir. Entre El-Khomri 1 et El-Khomri 2, il y a eu un travail qui a été fait pour essayer de trouver un compromis entre les uns et les autres, mais le compromis ne peut pas être basé sur le thème: j'ai tort donc j'ai raison. Je suis minoritaire donc je suis majoritaire. Ce qui ne peut pas fonctionner sur la loi El-Khomri ne pourra pas fonctionner non plus dans le cadre de la primaire.

**«MOI, MON OBJECTIF
AVANT TOUT,
C'EST DE BATTRE LE CANDIDAT
DE LA DROITE, QUEL QU'IL SOIT.»**

Voilà, chers camarades, j'ai à peu près terminé, un seul avertissement: nous allons être vite appelés à cette responsabilité collective, et chacun de nos rendez-vous doit être marqué par cette nécessité de rassemblement collectif. Je vais vous donner un simple exemple, mais ça ne peut pas arriver parce que nous sommes tous des socialistes responsables et ayant conscience du niveau d'attente qu'il y a de la part des Français à notre égard. Imaginez qu'après s'être exprimé sur le Brexit, et je suis tout à fait persuadé, j'insiste là-dessus, qu'il doit y avoir une parole, et des socialistes et même peut-être du président de la République sur cette question avant le référendum, après le 14 juillet, qui permettra j'en suis sûr au président de la République de dire aux Français ce que doit représenter la cohésion nationale, notamment à un moment où on craint le terrorisme et l'insécurité. Après, même si je sais que nous allons continuer à être très actifs au

Mes chers camarades, je ne suis pas à la tête d'une société de sondages, mais je voudrais vous dire ici que je pense que tous ceux qui essaient déjà d'avoir une idée sur le résultat de la prochaine élection présidentielle se trompent. Et celles et ceux qui enterrent le Parti socialiste aujourd'hui se trompent encore plus. Je pense que l'histoire n'a pas encore choisi. Et l'histoire n'a pas encore choisi parce que, finalement, c'est aussi au cœur de la rencontre que nous avons aujourd'hui, parce que l'on voit bien que pour bon nombre de nos compatriotes, celles et ceux qui doutent, celles et ceux qui ont peur pour leur sécurité, d'une manière générale, ou même celles et ceux qui tombent dans les pièges du populisme, la seule question qu'ils nous posent aujourd'hui, c'est: voilà, est-ce que vous avez un modèle de société à nous proposer? Est-ce que, finalement, depuis la chute du mur, depuis que le capitalisme, quelle que soit sa forme, a donné l'impression de triompher et d'être le seul modèle qui s'applique à la planète et qui amène aujourd'hui à constater qu'1% de la population concentre 50% de la richesse mondiale, est-ce que vous avez quelque chose à nous proposer?

**«JE PENSE QUE LES CHOSSES
NE SONT PAS FAITES,
NI EN FRANCE,
NI EN EUROPE.»**

Et là, je pense que les choses ne sont pas faites, ni en France, ni en Europe. Et je pense que ce qui vient d'être dit sur la nécessité de parler, y compris et surtout avant le référendum anglais, me paraît de plus en plus important. Pourquoi je vous dis cela? Je vous dis cela parce que c'est une question récurrente au Parti socialiste. Quand on a un problème de fond, on essaie généralement de trouver un problème de forme pour essayer de s'en échapper. Et aujourd'hui, la question centrale qui nous est posée, on le voit, que ce soit sur la question de la loi travail, que ce soit sur le bilan de nos gouvernements, c'est: est-ce que nous acceptons la fonction qui doit être la nôtre de réussir à réformer cette société

niveau de nos fédérations, il y aura un moment de repos et de calme et de moins grande activité politique dans ce pays. Et imaginez, et ça ne peut pas arriver, que notre premier rendez-vous à Nantes soit de nouveau pour mettre en exergue les divisions des socialistes, leur opposition et leur incohérence. Vous imaginez ce que ça pourrait représenter comme envie pour les Français de s'intéresser à nous, notre bilan, notre projet et notre primaire.

« NOUS ALLONS ÊTRE VITE APPELÉS
À CETTE RESPONSABILITÉ
COLLECTIVE,
ET CHACUN DE NOS RENDEZ-VOUS
DOIT ÊTRE MARQUÉ
PAR CETTE NÉCESSITÉ DE
RASSEMBLEMENT COLLECTIF. »



© Vincent Jarousseau

“



”

FRANÇOIS REBSAMEN

Mes amis, mes camarades, ça va dénoter un petit peu avec le début de ce Conseil national, parce qu'on m'a demandé de m'exprimer notamment sur la fédération nationale des élus socialistes et républicains. Car oui, il y a encore des élus socialistes et républicains au sein de la fédération nationale des élus socialistes et républicains. Je voudrais vous le dire parce que j'ai entendu dire et répéter que nous avions perdu, lors des précédentes élections, beaucoup d'élus. C'est vrai, il ne faut pas le nier. Mais nous en avons beaucoup et donc il nous en reste beaucoup. Je voudrais vous rassurer. Parce que des périodes où nous perdons des élections locales après une victoire nationale, on en a connu, et on en a connu, je me permets de le dire, de qui étaient, comment dire... Bien pires. On a connu des défaites sanglantes, des défaites lourdes, en 83, en 85, en 86, en 92, et même en 2001.

« CHAQUE FOIS QUE LA GAUCHE
ET LES SOCIALISTES ONT ASSUMÉ
LA RESPONSABILITÉ DU POUVOIR,
CHAQUE FOIS, BIEN SÛR,
ELLE A ÉTÉ CONFRONTÉE, LA GAUCHE,
À DES DIFFICULTÉS
AU NIVEAU LOCAL. »

Parce que chaque fois que la gauche et les socialistes ont assumé la responsabilité du pouvoir, chaque fois, bien sûr, elle a été confrontée, la gauche, à des difficultés au niveau local. Et

chaque fois, elle a su se remonter, se reconstruire et reprendre le chemin de la victoire. Alors, oui, on peut se poser la question : pourquoi ? Sûrement, elle a su se reconstruire, parce que, comment vous dire... Je crois que le poison de la division, parce que c'est un poison, la division, c'est un poison qui est, j'allais dire, malheureusement, souvent inhérent à la gauche, quand on regarde son histoire au cours du siècle passé. Et il a fallu des rassembleurs, comme François Mitterrand, pour rompre avec plus de vingt-trois ans d'opposition. Et donc chaque fois que nous avons su nous rassembler, chaque fois nous avons su porter un espoir pour toutes celles et tous ceux qui croient qu'il faut faire reculer les inégalités et les injustices dans notre pays. A cet égard, je voudrais dire qu'en quatre ans, je regardais tout à l'heure Estelle Grelier qui était là, on a modifié l'architecture territoriale de notre République, profondément finalement, un peu au fil de l'eau. Pourquoi ? Parce que nous n'avions pas préparé vraiment les choses, il faut se le dire. Donc aujourd'hui, nous avons une nouvelle architecture territoriale de la République, avec des établissements publics de coopération intercommunale, qui sont je crois plus conséquents, avec la possibilité d'avoir des métropoles, ce qui bien évidemment met en valeur le fait urbain, car nous avons besoin de le rappeler, c'est dans la ville que se construit la cohésion sociale. Et puis nous avons mis en place la parité dans nos départements. Et finalement, fait ce que la DATAR conseillait de faire il y a quarante ans : restructurer les grandes régions. Et donc, nos collectivités locales, oui elles ont pris part à ce redressement de l'économie française. Elles ont pris part à la lutte contre les déficits. Elles ont répondu. Et il a fallu, je le crois, beaucoup d'efforts, et elles l'ont fait pour que nous en arrivions à ce point-là.

Alors, il y a eu, il y a une dizaine de jours, le congrès des maires. Et je voudrais saluer ici la décision qui a été présentée par le président de la République et qui correspond à des orientations qui avaient été souhaitées, je crois, par des expressions au sein du bureau national du Parti socialiste. Nous avons souhaité que l'investissement, l'investissement public puisse retrouver sa place pour participer de la croissance, car 70% de l'investissement public est fait par les collectivités locales. Et donc, les démarches que nous avons faites, les uns les autres, avec André Laignel, avec les maires, auprès du président de la République, auprès du gouvernement, pour attirer leur attention, ont permis d'avoir un résultat qui était assez clair puisque c'est une augmentation des possibilités d'investissement l'année prochaine et une diminution, bien sûr, des prélèvements en termes de fonctionnement qui ont été actés. Et donc ça, c'est une très bonne chose.

« CAR JE NE PEUX À TITRE PERSONNEL,
MAIS JE SUIS SÛR QUE
C'EST LARGEMENT PARTAGÉ,
JE NE PEUX ME RÉSOUDRE
AUX DIVISIONS QUE NOUS VOYONS
ET QUE NOUS AVONS AUJOURD'HUI. »

Oui, nos demandes ont été entendues, parce que, je voudrais le dire ici, au niveau local, et c'est le point le plus surprenant peut-être, les accords des groupements de travail sur des orientations, des directions dans les communes, voire dans des départements ou dans des régions, se maintiennent. La gauche sait encore se rassembler sur des projets. Et la difficulté, je dois dire, c'est d'imaginer pourquoi ce qui est possible encore au niveau local ne

le serait pas au niveau national. C'est une question que nous devons nous poser. Et à cet égard, en réponse à une sollicitation que m'avait faite le premier secrétaire, j'ai pris contact avec la fédération des élus écologistes Verts, FEVE elle s'appelle, pour proposer une rencontre, pour voir comment nous pouvons, à partir des exemples que nous avons au niveau local, porter encore cette volonté de rassemblement que nous avons, nous, les socialistes.

Car je ne peux à titre personnel, mais je suis sûr que c'est largement partagé, je ne peux me résoudre aux divisions que nous voyons et que nous avons aujourd'hui. Certes, je l'ai dit, les gauches du Parti socialiste, les gauches du gouvernement, ne sont pas irréconciliables, loin de là, elles doivent se réconcilier, elles doivent se rassembler, elles doivent remettre en valeur cette notion du compromis,

c'est indispensable pour nous, si nous voulons continuer, non pas à gagner des élections, mais à porter un espoir pour ce pays. Ça a été fort bien dit tout à l'heure par Jean-Christophe Cambadélis. Et la porte, elle est là, la porte de sortie du compromis existe. Il existe, ce compromis, il est possible sur la loi travail, à condition qu'il n'y ait pas en face des propositions de compromis une fermeture qui soit là. Il ne peut pas y avoir des socialistes qui en demandent plus que la CGT. Il ne peut pas y avoir de demande de retrait de texte alors que même la CGT est prête aujourd'hui, nous le voyons, à rentrer malgré tout dans la discussion. Ce que je souhaite, c'est que le plus rapidement possible le travail parlementaire puisse reprendre, et nous permettre de nous rassembler pour nous tourner enfin vers les Français et arriver à les convaincre avec cette primaire qu'organiserait le Parti socialiste. Merci.

**«CE QUE JE SOUHAITE,
C'EST QUE LE PLUS RAPIDEMENT
POSSIBLE LE TRAVAIL PARLEMENTAIRE
PUISSE REPRENDRE,
ET NOUS PERMETTRE
DE NOUS RASSEMBLER POUR NOUS
TOURNER ENFIN VERS LES FRANÇAIS
ET ARRIVER À LES CONVAINCRE
AVEC CETTE PRIMAIRE
QU'ORGANISERA
LE PARTI SOCIALISTE.»**



“



”

JÉRÔME GUEDJ

version initiale, elle n'était pas dans le texte de la motion majoritaire du congrès, et un an après, elle va devenir centrale pour le parti, et au-delà pour le parti, pour l'ensemble de la gauche.

Et à travers ça, moi, je veux saluer la lucidité qui a présidé et qui préside à cette décision. Lucide parce que cela veut dire que collectivement, nous sommes désormais convaincus que la primaire est le dernier outil qui nous permet de répondre à la situation de crise politique que nous connaissons au sein de la gauche, et qui a été décrite par les uns et par les autres, de crise sociale dans le pays, dont la crise politique est parfois, et même très souvent, un débouché. La primaire, c'est l'outil pour sortir de cette crise. Tant mieux si toutes et tous s'en emparent.

**« NOUS L'AVONS DIT
DEPUIS LE DÉBUT,
NI UNE PRIMAIRE D'EMPÊCHEMENT,
NI UNE PRIMAIRE D'ADOUBEMENT.
DONC LA FIXATION DE NOS RÈGLES
DOIT NOUS PERMETTRE
DE RÉPONDRE À CETTE EXIGENCE. »**

Je veux, en évoquant ce mouvement social, que nous ayons tous présent à l'esprit que celles et ceux qui manifestent dans les rues de France, je mets de côté naturellement les parasites, les casseurs, mais toutes celles et ceux qui participent à ce mouvement social, sincèrement, ont quasiment toutes et tous voté François Hollande le 6 mai 2012. Et que, les avoir dans la rue, aujourd'hui, c'est cette interpellation que nous devons avoir présent à l'esprit, et c'est la perspective qui est devant nous que de chercher le moyen de s'adresser à eux, lucidement, sincèrement. C'est là que la primaire nous est utile.

Nous l'avons dit depuis le début, ni une primaire d'empêchement, ni une primaire d'adoubement. Donc la fixation de nos règles doit nous permettre de répondre à cette exigence.

Et pour que nous jouions tous sincèrement le jeu de la primaire, puisque la proposition nous est faite, ça ne peut pas être un chèque en blanc, ça ne peut pas être une défiance chronique, ça doit être un jeu de confiance et de

sincérité qui suppose peut-être que les uns et les autres sortent de ces postures. Je suis le premier à revendiquer qu'on puisse se sublimer et se dépasser les uns et les autres, mais cela suppose quelques préalables.

La sincérité dans la démarche. J'ai entendu les propos à l'instant de Jean-Christophe, je veux lui donner crédit de cette évolution par rapport à la position et au scepticisme qui pouvait s'exprimer y compris parmi ses plus proches, et à l'inverse, saluer ceux de ses plus proches qui, depuis le début, défendaient l'idée de la primaire.

**« D'ABORD, SE DIRE
QUE NOUS NE DEVONS PAS
AVOIR PEUR DE LA CONFRONTATION
QUI EST INHÉRENTE
À L'EXISTENCE MÊME
D'UNE PRIMAIRE. »**

Mais la sincérité, elle s'appuie aussi sur quelques préalables. D'abord, se dire que nous ne devons pas avoir peur de la confrontation qui est inhérente à l'existence même d'une primaire. Organiser une primaire, et ce que je vais dire à l'instant n'est pas un gros mot, ça veut donc dire qu'en notre sein, nous estimons qu'il n'y a pas de candidat naturel pour représenter notre camp à l'élection présidentielle. Et dire ça, ce n'est pas jeter l'opprobre sur tel ou tel, à commencer par le plus naturel pour certains de ces candidats, c'est tout simplement considérer que la primaire doit naturellement donner de la force au candidat qui sortira victorieux de cette primaire. En décidant cette primaire aujourd'hui, c'est ce pas que vous décelez de franchir et je veux le saluer pour ce qu'il signifie, donc ne pas avoir peur de la confrontation. Parce que nous entendons ce que nous disent nos électeurs depuis des mois et des mois dans les élections locales, dans les élections partielles, et surtout tous les jours, ceux que nous rencontrons au travail, dans le militantisme, sur les marchés.

Nous devons pouvoir leur offrir, par le cadre de la primaire, la manière d'entendre les explications et les propositions que les uns et les autres veulent leur fournir à cette occasion. Donc, ne pas avoir peur de la confrontation. Ne pas être dans le procès d'intention.

Mes chers camarades, je pourrais, au moment de monter à cette tribune, avoir la gourmandise de rappeler que ce qui va occuper une partie de nos débats, même s'il ne faut pas les déconnecter du contexte politique global dans lequel s'inscrit cette proposition d'organisation des primaires, je pourrais rappeler avec un peu de gourmandise que ce n'était pas chose gagnée d'avance, et essayer de rechercher en paternité quelles sont celles et ceux qui, de longue date, portent au nom d'une analyse politique lucide sur la situation, l'impérieuse nécessité d'organisation de ces primaires pour rassembler la gauche, pour aussi contrebalancer la primaire que la droite organisera au même moment, mais d'abord et avant tout pour pouvoir lucidement, calmement, sereinement, exercer ce que nous devons faire dans la préparation d'une élection présidentielle: regarder le bilan, et puis surtout dresser une perspective, un récit, des propositions, pour le quinquennat à venir. Et, fort de la menace du Front national, être bien conscient que cela doit avoir lieu avant le premier tour de l'élection présidentielle, et seule la primaire permettait d'organiser cela.

**« COLLECTIVEMENT,
NOUS SOMMES DÉSORMAIS
CONVAINCUS QUE LA PRIMAIRE
EST LE DERNIER OUTIL
QUI NOUS PERMET DE RÉPONDRE
À LA SITUATION DE CRISE POLITIQUE
QUE NOUS CONNAISSONS
AU SEIN DE LA GAUCHE. »**

Donc, plutôt que de me livrer à cet exercice délectable sur le papier de recherche en paternité, je vais, moi, au contraire, plutôt me féliciter que celles et ceux qui opiniâtrement, à tous les niveaux du Parti socialiste, car nous étions quelques-uns à croire à la pertinence et à la nécessité de cette primaire, ont finalement obtenu gain de cause. Au début de l'année, la primaire ne figurait pas dans la feuille de route du Parti socialiste, dans sa

J'entends que cette primaire serait la primaire de la gauche de gouvernement. Je ne sais pas bien ce qu'on peut mettre derrière ce terme. Si c'est : est-ce que c'est la gauche qui veut gouverner ? Alors oui, nous sommes toutes et tous de cette gauche qui veut gouverner pour transformer. Mais alors attention, les mots ont parfois une signification. Acceptez qu'on puisse vous dire que la gauche de gouvernement, ce n'est pas ad vitam aeternam la gauche de ce gouvernement. Et je veux que nous puissions sans procès d'intention, sans considérer que la ligne jaune est franchie quand une formulation de ce type est exprimée, avoir ce débat.

La primaire sera peut-être le moment complémentaire de la clarification que les uns et les autres appellent de leurs vœux.

Le deuxième préalable à cette sincérité, c'est ne pas acter l'existence de gauches irréconciliables. A chaque fois que nous donnons le sentiment d'aller dans cette voie, nous commettons une erreur, et je suis heureux d'avoir entendu les propos de mon ami Luc Carvounas tout à l'heure qui nous ex-

pliquait qu'il n'y a pas deux, trois ou quatre gauches, que tous ceux sur le spectre politique, du côté de Jean-Luc Mélenchon ou parfois en notre sein, ont la fâcheuse tendance à considérer que les deux gauches irréconciliables sont la promesse, la malédiction à laquelle nous sommes tous soumis, que toutes celles et ceux qui défendent cette position puissent entendre avec force que la primaire que nous proposons n'est pas une primaire qui entérine les deux gauches irréconciliables.

**« LA PRIMAIRE
SERA PEUT-ÊTRE LE MOMENT
COMPLÉMENTAIRE DE LA CLARIFICATION
QUE LES UNS ET LES AUTRES
APPELLENT DE LEURS VŒUX. »**

Et enfin, le dernier élément, c'est des règles et une organisation qui soit cohérente avec ce que nous voulons faire. La pluralité des candidatures, y compris issues du Parti socialiste, nous en avons parlé le 9 avril dernier. Des bureaux de vote nombreux, partout sur le

territoire, il y en avait 10 000 en 2011 avec 80 000 scrutateurs, ça veut dire qu'il faut lancer le mouvement et l'organiser dès à présent. Des modalités de candidature et de débat qui vont être fixées le plus rapidement possible.

Et je conclus par ce dernier mot, et surtout une adresse sincère à nos partenaires. Nous avons un texte qui nous a été proposé de résolution. Et il est dans une sorte de balancement circonspect. D'un côté, on dit aux Verts et au PC : « Mais, vous avez franchi la ligne jaune, vous ne voulez pas de la primaire de la gauche. », et puis juste après, on en appelle à eux en leur disant : « Mais venez participer à cette primaire ». Donc, on ne peut pas à la fois d'un côté les tancer et de l'autre côté leur demander de participer.

C'est peut-être une affaire de formulation, et dans ce que tu viens de dire Jean-Christophe, j'y ai trouvé plutôt une modération que je trouve intéressante. Mais si nous voulons la réussir, alors disons sincèrement à tous nos partenaires qu'il est encore temps de venir participer avec nous à cette primaire de toute la gauche qui est la condition de la victoire en 2017.

“



”

VALÉRIE RABAULT

c'était au début de la V^e République, je veux parler de l'élection présidentielle de 1969.

À cette élection, il y a eu au premier tour cinq candidats de gauche et deux de droite. Les deux candidats de droite étaient Pompidou et Poher, les cinq de gauche étaient Rocard pour le PSU, Defferre pour la SFIO, Duclos pour le PC, Krivine pour la Ligue communiste, et Ducatel, radical socialiste indépendant.

Avec une telle offre à gauche, on peut logiquement se dire qu'il y en avait pour tout le monde et que chaque militant socialiste, de gauche, pouvait trouver candidat à son pied. Eh bien, pas du tout. Ce n'est pas comme ça que les choses se sont passées. Parce que, malgré la présence d'un nombre relativement nombreux de candidats à gauche, certains de nos camarades, qu'ils aient été élus, non élus, militants, ont préféré voter pour Alain Poher. Certains se disaient : « Il faut que le PC ne soit pas au second tour. » D'autres pensaient que le candidat Poher pouvait être Centre gauche compatible. Alors, ce n'est pas un secret de polichinelle que de

dévoile ici à cette tribune du Conseil national, et je suis certaine que chacune et chacun d'entre vous trouverez dans vos fédérations des camarades qui vous raconteront cette période, qui vous raconteront qu'untel ou unetelle a préféré à ce moment-là voter pour un candidat de droite.

**« NOUS VOTERONS
LA RÉOLUTION QUI NOUS
EST PROPOSÉE AUJOURD'HUI
POUR QUE CES PRIMAIRES CITOYENNES
PUISSENT TROUVER UN ACTE CONCRET,
UN ACTE DE CRÉATION
QUI FASSE QU'EN JANVIER PROCHAIN,
À LA FIN DE L'ANNÉE,
ELLES PUISSENT SE DÉROULER
SUR NOTRE HISTOIRE. »**

Les résultats furent sans appel. Michel Rocard a fait 3,6%. Gaston Defferre, 5,01%, soit moins de 9% à eux deux.

La gauche tout entière totalisait près de 33%. Elle aurait pu totaliser beaucoup plus si certains de nos camarades, pourtant encartés, avaient voté pour cette gauche.

Alors, face à l'absence de stratégie globale, et surtout face à l'émiettement des candidatures à gauche, certains ont préféré dès le premier tour, non pas soutenir l'un des leurs qui portait leurs idées, mais surtout se mettre en situation de battre celui qu'ils voulaient battre. Je crois que c'est là le danger qu'il faut éviter à

tout prix. Ce danger, mes chers camarades, ce danger, seule la primaire peut nous en protéger et c'est pour cela que nous devons la soutenir à tout prix et c'est pour cela que nous soutiendrons la résolution qui nous est proposée aujourd'hui. Avoir une stratégie, un cap clair, le rassemblement, c'est le trio indispensable pour pouvoir gagner. Et surtout, mes chers camarades, assurer la perspective de pérennité de la gauche quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle.

Je vous remercie.

**«CE DANGER,
SEULE LA PRIMAIRE
PEUT NOUS EN PROTÉGER
ET C'EST POUR CELA QUE NOUS DEVONS
LA SOUTENIR À TOUT PRIX ET C'EST
POUR CELA QUE NOUS SOUTIENDRONS
LA RÉOLUTION QUI NOUS
EST PROPOSÉE AUJOURD'HUI.»**

“



”

VINCENT TISON

C'est une période difficile effectivement pour le secrétariat national, et en particulier pour le premier secrétaire. Nous avons devant nous un débat qui n'était pas forcément inscrit à l'ordre du jour, mais qui appelle trois sujets politiques. Le premier, la délibération qui nous est soumise, cette motion, elle reviendrait à avaliser en fait le projet de loi El-Khomri dans sa deuxième version. C'est un problème politique parce qu'il ne figurait forcément ni dans les soixante engagements présidentiels, mais assurément pas non plus dans notre ligne collective, dans la motion A que nous avons très largement adoptée. Et le projet de loi, même en sa version 2, contredit nettement ce projet de rétablissement de la hiérarchie des normes que nous avons inscrit page 28 de la motion A, et qui est le corpus majoritaire de la ligne du Parti socialiste.

**«LA CULTURE DE LA GAUCHE,
C'EST BIEN CELLE DE LA DÉMOCRATIE,
DU DÉBAT ET ENFIN
DE LA DÉLIBÉRATION COLLECTIVE.»**

Problème donc de majorité en interne, mais aussi problème de majorité politique dans le pays. On sent bien qu'il y a eu le recours à une arme constitutionnelle, que certains préfèrent le 49-3, mais qui n'est pas dans la culture de la gauche. Et puis, il n'y a pas de majorité sociale. Il y en avait une, la CGC a changé d'opinion dans son congrès. Nous avons donc aujourd'hui un texte qui est minoritaire dans le camp social de ce pays. Nous ne pouvons pas nous résigner à adopter la version telle qu'elle est encore aujourd'hui. Et puis, cela reviendrait aussi, du coup, à entériner qu'on ne parlerait qu'à une

partie du monde syndicale de ce pays, la CFTD, que l'on apprécie beaucoup, l'UNSA qui s'engage, la CFTC aussi. Mais quid des autres? Quid de la confédération générale du travail qui s'est opposée au candidat Sarkozy le 6 mai 2012? Quid aussi de Force ouvrière que nous connaissons aussi pour ses engagements de progrès? Donc, on ne peut pas parler qu'à une partie de la gauche sociale, qu'à une fraction du monde syndical.

«IL N'Y A PAS DE MAJORITÉ SOCIALE.»

Et puis, je terminerai là-dessus, le plus problématique, c'est que la recommandation qui nous est soumise sous-entend en fait la mise en œuvre du 49-3. Elle sous-entend la mise en œuvre du 49-3 parce qu'on parle déjà de sanctions qui seraient disponibles à utiliser. Et on ne peut aujourd'hui, à l'étape qui est la nôtre, avant le retour du débat à l'Assemblée nationale, déjà engager le choix d'une tension au sein du groupe, et surtout la menace face à une motion de censure de sanctions que nous reviendrions à adopter.

Nous, nous souhaitons que nous continuions les débats qui ont commencé, à améliorer le texte. Le nœud du texte, c'est l'article 2. Retournons sur cet article-là, travaillons pour rétablir la hiérarchie des normes, tel que nous nous y sommes engagés, travaillons à améliorer encore plus le texte que nous avons aujourd'hui. Bref, agissons pour un compromis fort avec toutes les organisations syndicales, au sein du parti, parce que commençons à nous unir entre nous pour ensuite unir la gauche et unir les Français. Si tel n'était pas le cas, si le texte était maintenu, nous voterions contre cette délibération. Je vous remercie.

Mes chers camarades, comme l'a très bien dit tout à l'heure notre ami Guillaume Bachelay, les temps sont effectivement très troublés. L'heure est difficile, les extrêmes droites montent partout en Europe, et nous avons dans notre propre pays des exemples très récents d'une violence acharnée. Face à cela, le camp de la gauche est lui très divisé. Un syndicalisme émietté, une gauche elle-même remontée les uns contre les autres. Alors le chemin est qui devant nous, c'est celui de provoquer l'unité, de construire l'unité, Valérie vient de le dire. La primaire est l'outil pour cela, l'outil du débat entre nous, du combat contre la droite. Il nous appartient ensemble d'en faire des primaires ouvertes, loyales et justes.

**«LE CHEMIN EST QUI DEVANT NOUS,
C'EST CELUI DE PROVOQUER L'UNITÉ,
DE CONSTRUIRE L'UNITÉ,
VALÉRIE VIENT DE LE DIRE.
LA PRIMAIRE EST L'OUTIL POUR CELA.»**

Nous nous y retrouvons parce que depuis toujours, on a jamais pensé qu'il y avait un candidat forcément par nature, qui serait un candidat imposé. La culture de la gauche, c'est bien celle de la démocratie, du débat et enfin de la délibération collective. Le second sujet qui est aussi devant nous, ce sont les conclusions que l'on tire de la haute autorité qui s'est réunie et qui propose des recommandations.

“



”

PERVENCHE BERÈS

est en train de l'enterrer. Alors, soyons les premiers, derrière François Hollande, à dire que l'Europe n'est pas un projet économique, n'est pas un projet de marché intérieur, que c'est un projet politique qu'il faut porter, et que les sociaux-démocrates ont quelque chose à dire pour faire vivre le projet européen, parce que sinon, il ne peut pas fonctionner.

**«ET MOI, JE CROIS
QUE LE MESSAGE PRINCIPAL
DES SOCIALISTES FRANÇAIS,
AUJOURD'HUI, C'EST DE DEMANDER
À NOTRE CAMARADE,
À FRANÇOIS HOLLANDE,
D'ÊTRE FERME AU LENDEMAIN
DU RÉFÉRENDUM, QUEL QU'EN SOIT
LE RÉSULTAT, POUR DIRE QUE
L'EUROPE EST UN PROJET POLITIQUE,
ET QUE LES SOCIALISME-DÉMOCRATES
ONT UNE FEUILLE DE ROUTE.»**

Mes camarades, prenez-y garde. Il faut que nous parlions de cette affaire des primaires, c'est une affaire majeure puisqu'elle nous concerne, mais ne soyons pas myopes, ne soyons pas le nez sur le guidon. Le 24 juin, quoi qu'il se passe, l'affaire britannique, si nous n'y prenons pas garde, pourrait continuer à nous occuper, à beaucoup nous occuper, à nous divertir. Parce que quel que soit le résultat de cette consultation, ou il faudra s'occuper d'aménager un accord dont je regrette les termes essentiels, mais qui est la base de l'accord possible de leur maintien dans l'Union européenne, ou il faudra s'occuper des conditions de leur départ. Et pour tous ceux qui ne voudraient pas traiter des questions dont nous devons traiter, celle de la consolidation de l'euro, celle d'une frontière extérieure, celle de Schengen, celle de la lutte contre le terrorisme, celle de la lutte contre l'évasion, celle de la lutte contre le dumping social, trouveront toujours une bonne raison d'aller se divertir en traitant l'affaire britannique. Ça ne peut pas être la feuille de route des sociaux-démocrates.

Et moi, je crois que le message principal des socialistes français, aujourd'hui, c'est de demander à notre camarade, à François Hollande, d'être

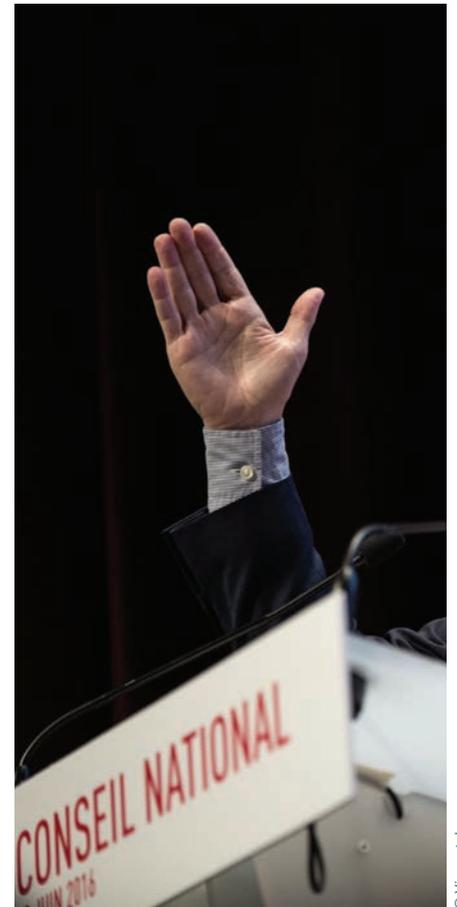
ferme au lendemain du référendum, quel qu'en soit le résultat, pour dire que l'Europe est un projet politique, et que les sociaux-démocrates ont une feuille de route. Tous les parlementaires de ce parti l'ont signée lorsque, le 9 mai, sous l'autorité et derrière notre premier secrétaire, nous avons appelé à une refondation européenne. C'est ça le fil conducteur qui doit être le nôtre dans cette période historique dans laquelle nous ne savons pas ni si les Britanniques resteront ou pas dans l'Union européenne ni si Podemos l'emportera devant nos camarades du PSOE en Espagne.

Alors l'avenir de notre parti, l'avenir de la social-démocratie, il se joue aussi dans cette capacité de répondre après le 23 juin, après le 26 juin, en rappelant inlassablement et en en faisant un combat de tous les socialistes européens, autour de la lutte contre l'évasion fiscale, autour de la lutte contre le dumping social, et autour de nos valeurs, comme très justement nous l'avons rappelé lorsque, soi-disant des camarades en Slovaquie dérapent et ne méritent plus de siéger parmi nous au sein de la famille socialiste européenne. Voilà aussi ce qui se joue dans ce Conseil national et sur lequel, j'espère, nous pourrions nous rassembler.

Chers amis, chers camarades, je voudrais un instant vous parler de ce qui nous attend dans un peu plus d'une semaine, lorsque les Britanniques se seront prononcés, lorsque les Espagnols se seront prononcés, et qu'au fond, je crois, une partie de l'avenir de la social-démocratie se jouera. Je me souviens de Jo Cox dans les couloirs du Parlement européen lorsqu'elle était jeune assistante, déterminée, engagée, avec tout ce que les travailleurs peuvent nous apporter en Europe. J'ai entendu les propos de Marie-Noëlle Lienemann, qui est parfois de bon conseil, et qui nous dit : «Au fond, en période de crise, les peuples sont parfois conservateurs, et donc nous avons une chance de garder les Britanniques à bord.» J'espère qu'elle a raison. Mais ce qui se passera jeudi prochain appartient aux Britanniques, c'est à eux d'en décider. Ce n'est pas à nous d'interférer. Je crois que nous savons, nous ici, que lorsque de l'étranger, d'ailleurs, on vient nous dire ce que l'on doit faire lorsque nous sommes consultés, ce n'est pas toujours très productif. Laissons les Britanniques choisir.

**«POUR MOI,
QUEL QUE SOIT LE CHOIX DES
BRITANNIQUES,
CE QUI SE JOUE JEUDI PROCHAIN,
C'EST LA FIN D'UNE MÉTHODE,
D'UNE MÉTHODE DES PETITS PAS,
D'UN POLITIQUE QUI NE DIT PAS
SON NOM.»**

Mais derrière ce choix, il y a pour nous, et quand je dis «nous», ce sont les sociaux-démocrates, un choix fondamental qui nous appartient. Pour moi, quel que soit le choix des Britanniques, ce qui se joue jeudi prochain, c'est la fin d'une méthode, d'une méthode des petits pas, d'un politique qui ne dit pas son nom. C'est la fin de l'Europe que les Britanniques avaient voulu nous imposer, de l'Europe que Tony Blair croyait pouvoir faire gagner, celle du marché intérieur. Tony Blair a perdu là-dessus, et Cameron



© Vincent Jariusseau

“



”

FLORENCE AUGIER

Chers camarades, lors du dernier Conseil national, j'étais intervenue pour indiquer que l'élection présidentielle devait être l'élection de l'espoir. Je réitère aujourd'hui. Alors que certains d'entre nous ont une fâcheuse tendance à voir le verre à moitié vide plutôt qu'à moitié plein, je suis convaincue que cette élection et ce qui va précéder est une formidable opportunité pour donner la parole aux citoyens, à tous les citoyens. Nous avons été précurseurs en 2010 au Parti socialiste pour adopter le principe des primaires citoyennes ouvertes à tous les candidats de gauche qui souhaitaient s'y inscrire. Il ne faut pas l'oublier. Il n'est bien sûr pas question que la droite récupère le bébé et que nous puissions apparaître comme des frileux qui ne veulent pas débattre sur les visions respectives des candidates ou des candidats. Les Français ne comprendraient pas.

« IL N'EST BIEN SÛR PAS QUESTION QUE LA DROITE RÉCUPÈRE LE BÉBÉ ET QUE NOUS PUISSIONS APPARAÎTRE COMME DES FRILEUX QUI NE VEULENT PAS DÉBATTRE SUR LES VISIONS RESPECTIVES DES CANDIDATES OU DES CANDIDATS. LES FRANÇAIS NE COMPRENDRAIENT PAS. »

Ceux qui aujourd'hui contestent ces primaires sont ceux-là même qui les réclamaient à cor et à cris il y a quelques mois, entamant alors un procès d'intention à l'égard du Parti socialiste, soupçonné de ne pas vouloir en être. Nous avons dit : « Chiche ! ». Mais pour nous, les primaires ouvertes à gauche, ce sont des primaires ouvertes à tous les candidats volontaires pour y participer, sans interdiction préalable. Sinon, où est la démocratie ? Ceux qui aujourd'hui se drapent dans le discours de la gauche radicale s'assoient sur la démocratie en prétendant interdire à un candidat le droit de se présenter à ces primaires citoyennes. Il y a, chers camarades, dans nos rangs un climat malsain qui traverse tous les courants. Il y a parmi nous des censeurs qui prétendent juger qui est de gauche et qui ne l'est pas. Et nous sommes examinés, tous, pour voir si nous sommes du bon côté, quel que soit le côté, d'ailleurs. Eh bien, je dis non.

« POUR NOUS, LES PRIMAIRES OUVERTES À GAUCHE, CE SONT DES PRIMAIRES OUVERTES À TOUS LES CANDIDATS VOLONTAIRES POUR Y PARTICIPER, SANS INTERDICTION PRÉALABLE. »

Je vous propose, plutôt que la délivrance de brevet de bon socialiste, que nous nous intéressions aux richesses dont nous disposons. Ces richesses, ce sont les militantes, les militants, qui s'investissent dans et en dehors

du parti. J'ai donc proposé au premier secrétaire, qui l'a accepté, de lancer une vaste opération au sein du Parti socialiste pour valoriser l'engagement associatif des militants. Ils seront sollicités dans les semaines à venir pour apporter leur témoignage sur leurs engagements associatifs afin d'afficher que contrairement à ce qui se dit, nous sommes un parti vivant, dynamique, un parti ancré dans la vie réelle.

« PLUTÔT QUE LA DÉLIVRANCE DE BREVET DE BON SOCIALISTE, QUE NOUS NOUS INTÉRESSONS AUX RICHESSES DONT NOUS DISPOSONS. CES RICHESSES, CE SONT LES MILITANTES, LES MILITANTS, QUI S'INVESTISSENT DANS ET EN DEHORS DU PARTI. »

Alors que nous fêtons cette année les 115 ans de la loi de 1901, profitons de cette occasion pour montrer le PS sous ce jour-là plutôt que figé dans des querelles d'appareil. Je vous demande donc de promouvoir cette action sur le terrain afin que chaque militant qui le souhaite puisse faire connaître son engagement. C'est l'occasion pour le Parti socialiste de valoriser ses militantes, ses militants de terrain qui s'investissent au quotidien dans la vie de la cité. Profitons de cet anniversaire pour montrer que la bouteille du Parti socialiste est bien plus qu'à moitié pleine. Merci.



“



”

BENOÎT HAMON

Chers camarades, s'il est une certitude que partage l'immense majorité des socialistes aujourd'hui, c'est justement qu'il n'y a plus beaucoup de certitudes, et que le désordre est à peu près partout.

« J'AI ÉTÉ FRAPPÉ PAR CE GESTE D'UN POLICIER QUI A CONSISTÉ À NE PAS SALUER, À NE PAS PRENDRE LA MAIN DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. »

J'ai été frappé par un petit symbole, mais je le trouve tellement caractéristique de notre époque: hier à Versailles, quand le président de la République, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur participaient à l'hommage national rendu à Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider, j'ai été frappé par ce geste d'un policier qui a consisté à ne pas saluer, à ne pas prendre la main du président de la République. C'est un symbole parmi beaucoup d'autres, mais qui indique le désordre dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Ce désordre, c'est d'abord la violence, et plusieurs l'ont dit à ce pupitre avant moi, le terrorisme, Orlando, Magnanville, le hooliganisme, les casseurs, et toute cette violence qui se déploie aujourd'hui dans la société française et qui donne comme une forme de sidération dont on a l'impression qu'elle s'est immiscée partout. Et le désordre, c'est aussi la montée du racisme en France et, scrutin après scrutin, les scores incroyablement élevés du Front national. Le désordre, c'est la demande d'ordre partout, mais d'ordre public, et pas d'ordre social, d'ordre autoritaire et pas de justice sociale. Le désordre, c'est aussi le mépris de la culture qui ne cesse de croître, dont on voit aujourd'hui que dans ses choix budgétaires, la droite est en train de sacrifier la culture partout après que nous n'avons pas réussi nous-mêmes à maintenir le niveau d'investissement suffisant dans ce domaine. Et tout ce désordre installe un climat qui est un climat particulièrement inquiétant, et qui doit être celui qui détermine les choix politiques et

le niveau de responsabilité auquel on doit hisser ses décisions. Mais ce désordre, il fait écho à d'autres formes de désordres: le désordre de la majorité, le désordre du gouvernement, et le désordre de la gauche. Le désordre de la majorité, c'est bien sûr une motion de censure qui répond à un 49-3. Mais il n'y a aucun d'entre nous qui, au moment de faire ce choix, n'a pas pris la conscience du caractère inédit sous la Ve République, et grave, d'une telle décision. Mais cet acte inédit a été précédé d'autres actes inédits. Le choix de la déchéance de la nationalité, d'abord pour les binationaux, puis pour tous les Français, au risque de faire des apatrides, et le recul bienvenu du président de la République sur une réforme qui était une réforme in-comprise.

« ET LE DÉSDORDRE, C'EST AUSSI LA MONTÉE DU RACISME EN FRANCE ET, SCRUTIN APRÈS SCRUTIN, LES SCORES INCROYABLEMENT ÉLEVÉS DU FRONT NATIONAL. »

L'autre choix inédit de la loi travail, qui dans la méthode, rappelons-le, se fonde au départ sur une absence totale de négociation sociale, une version 1 corrigée en version 2, et dont on nous indique que parce qu'elle est moins moche que la version 1, elle est devenue votable. Mais le désordre au gouvernement et dans la majorité, c'est aussi des transgressions en permanence, qui désarçonnent notre électeurat, qui le déstabilisent, le déstabilisent pas seulement sur les questions économiques et sociales, mais sur des questions fondamentales, liées à la place de la question identitaire par rapport à la question sociale. Est-ce que nous considérons aujourd'hui que face au désordre du monde, la question identitaire prime sur la question sociale? C'est une question posée par le Premier ministre lui-même. Et puis, c'est enfin le désordre de la gauche. Et le désordre de la gauche, il s'organise autour de quel débat? D'une fracture qui se creuse, à force de voir certains taper sur le même clou. Et qui sont ces «certains», et qui tape sur le même clou des deux gauches irréciliables? Jean-Luc Mélenchon et notre Premier ministre. Les gauches seraient devenues irréciliables.

« JE ME RÉJOIS QU'AUJOURD'HUI, LE PREMIER SECRÉTAIRE AIT PROPOSÉ QU'UNE PRIMAIRE, UNE RESPIRATION DÉMOCRATIQUE, PERMETTE CETTE CLARIFICATION DU PROJET ET DE LA STRATÉGIE. »

Voilà le désordre dans lequel nous sommes et qui fait que nous sommes certains que rien n'est certain. Et la question qui nous est posée aujourd'hui est de savoir comment résoudre ces désordres, et avec qui les résoudre. Comment: quel projet politique? Et nous reviendrons à ce débat sur la question identitaire et la question sociale. Et avec qui: autour de quelle stratégie? Et je me réjouis qu'aujourd'hui, le premier secrétaire ait proposé qu'une primaire, une respiration démocratique, permette cette clarification du projet et de la stratégie. Je m'en réjouis parce qu'elle permettra aux citoyens de trancher ces débats que nous ne sommes pas parvenus à trancher, dans aucun cadre, qui, jusqu'ici, fabriquaient des compromis entre nous. Le bureau national, le Conseil national, le groupe socialiste, plus aucun de ces cadres n'est capable de fabriquer ces compromis qui nous permettaient de vivre ensemble, et plutôt sereinement, même s'il y avait des hauts et des bas comme on en connaît dans tous les partis. La primaire le permettra, et je me réjouis aujourd'hui qu'on fasse le choix de la démocratie pour trancher ces débats.

« QU'AVANT LA PRIMAIRE, IL Y AURA LA DEUXIÈME LECTURE DE LA LOI TRAVAIL. »

Mais je voudrais terminer avant mon propos, puisque je n'ai plus beaucoup de temps, par une recommandation, parce qu'avant la primaire, il y aura la deuxième lecture de la loi travail. Et j'ai entendu ce qu'a dit tout à l'heure François Rebsamen. Il y a des propositions qui sont sur la table, et je vais les reformuler ici. Nous pouvons parfaitement, aujourd'hui, sur la loi travail, considérer que l'article 2, l'article 11 et l'article 31, qui font difficulté, soient renvoyés à la négociation des partenaires sociaux, et que la discussion au Parlement reprenne sur tout le reste

du texte, y compris les désaccords que nous pouvons avoir. Mais ainsi sera adopté le compte personnel d'activité, ainsi sera adopté le droit à la déconnexion, ainsi seront adoptées toutes les mesures dont on peut considérer aujourd'hui qu'elles sont des progrès.

**« AUJOURD'HUI,
NOUS AVONS LA POSSIBILITÉ
DE CONSTRUIRE UN AUTRE COMPROMIS.
LA BALLE EST DANS LE CAMP
DU GOUVERNEMENT. »**

Nous relancerions la démocratie parlementaire et la démocratie sociale puisque les partenaires sociaux discuteraient de ce qui fait difficulté. Nous

avons rencontré Philippe Martinez, Jean-Claude Mailly, les représentants de la CFDT, de la CFTC, de l'UNSA, de tous les syndicats, la semaine dernière. Tous sont prêts à revenir à la table des négociations. Pas la CFDT, qui considère que le compromis est bon en l'état, mais tous les autres, oui. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de construire un autre compromis. La balle est dans le camp du gouvernement. La balle est dans le camp du gouvernement et de personne d'autre aujourd'hui. C'est sa décision qui déterminera si oui ou non nous fabriquons des compromis. Et c'est sa décision qui nous indiquera si oui ou non le signal de ce Conseil national n'a pas seulement pour vocation à poser l'acte fondateur d'une primaire, mais véritablement s'il permet la réconciliation des socialistes. Et je le dis, sur la question de la loi travail qui précède la

primaire, il est essentiel que là où des propositions existent, la seule réponse du gouvernement ne soit plus: « Circulez, il n'y a rien à voir ». Il est temps de discuter, il est temps de négocier, il est temps de dialoguer, en tout cas, ici, je suis là pour faire cette main tendue, j'espère qu'elle sera reprise.

**« IL EST TEMPS DE DISCUTER,
IL EST TEMPS DE NÉGOCIER,
IL EST TEMPS DE DIALOGUER,
EN TOUT CAS, ICI,
JE SUIS LÀ POUR FAIRE
CETTE MAIN TENDUE,
J'ESPÈRE QU'ELLE SERA REPRISE. »**



“



”

ELSA DI MÉO

Je voudrais revenir sur un élément qui, depuis le début de notre Conseil national, à mon sens, ne fait pas assez partie du débat. S'il y a une urgence et une nécessité tactique, s'il y a une utilité stratégique à tenir une primaire, il y a aussi selon moi la nécessité de répondre à une urgence, une situation inédite, disait Benoît Hamon, parce que s'il y a des situations inédites, il y a aussi la réalité inédite dans quatorze villes de France, dirigées aujourd'hui par l'extrême droite.

«S'IL Y A UNE URGENCE ET UNE NÉCESSITÉ TACTIQUE, S'IL Y A UNE UTILITÉ STRATÉGIQUE À TENIR UNE PRIMAIRE, IL Y A AUSSI SELON MOI LA NÉCESSITÉ DE RÉPONDRE À UNE URGENCE.»

Je reviens sur ce sujet parce que, aujourd'hui, nous avons la chance d'avoir des premiers bilans dans ces villes, enfin, la chance, je ne sais pas d'ailleurs, nous avons une triste réalité en tout cas qui émerge de ces villes, et qui non seulement résonne particulièrement dans le besoin et la demande d'unité que nous entendons ici, mais qui y trouve particulièrement écho.

Moi, je suis toujours très étonnée de voir à quel point, quand j'arpente les rues des quatorze villes dirigées par l'extrême droite aujourd'hui, on me demande, on me somme à ce que les uns et les autres, nous soyons unis. Unis bien sûr avec tous les débats qui peuvent exister et que nous avons eus depuis tout à l'heure, mais surtout unis pour une certaine conception de la démocratie de la République face à ce qui est aujourd'hui sans aucun doute un déchaînement d'une politique d'extrême droite comme nous en avons rarement vu dans ces villes.

Je voudrais citer ici quelques exemples. Vous pouvez lire dans la presse ici ou là les attaques qui existent depuis plus de deux ans maintenant à la presse locale dans un

certain nombre de villes. Vous pouvez voir à quel point ces militants, qui nous avaient été présentés comme des responsables d'extrême droite ayant changé, ne sont ni plus ni moins que les petits frères de l'extrême droite qui est aux portes du pouvoir aujourd'hui en Autriche ou qui, hélas, commet les actes horribles que nous avons pu voir en Grande-Bretagne. Parce que c'est bien de cela qu'il s'agit. C'est bien ce qui nous a été demandé aux uns et aux autres, militants, résistants de ces villes lors de la deuxième coordination des villes contre l'extrême droite, c'est de nous dire : comment ne pas entendre plus l'urgence et l'impérieuse nécessité d'unité ? Comment ne pas entendre que ce qui se met en place aujourd'hui dans ces villes, c'est l'union plus que centrifuge de l'ensemble des forces d'extrême droite radicale ? Comment ne pas voir que, jamais, quand l'action française dans le département des Bouches-du-Rhône s'en prend à des militants, il ne trie pas entre les jeunes communistes, il ne trie pas entre les jeunes socialistes, il ne trie pas pour taper les écologistes, non, il a bien compris que la cible, et la cible qui doit être prioritaire pour lui, c'est la gauche, et c'est de s'en prendre à ceux qui résistent pour empêcher l'extrême droite de pouvoir prendre de nouvelles positions demain.

«SURTOUT UNIS POUR UNE CERTAINE CONCEPTION DE LA DÉMOCRATIE DE LA RÉPUBLIQUE FACE À CE QUI EST AUJOURD'HUI SANS AUCUN DOUTE UN DÉCHAÎNEMENT D'UNE POLITIQUE D'EXTRÊME DROITE COMME NOUS EN AVONS RAREMENT VU DANS CES VILLES.»

Ce que nous voyons dans ces villes, c'est quoi ? C'est l'union des socialistes, c'est l'union des identitaires, c'est l'union des goudards, c'est l'union de l'ensemble de la droite la plus identitaire. Ne nous y trompons pas.

Et face à ça, excusez-moi, mais quand je vois les déclarations qui peuvent être celles de Ruffin, ou d'un certain nombre de fondateurs de Nuit Debout disant : « Nous ne voulons pas demain avoir à faire un vote socialiste qui serait un vote républicain. »

«COMMENT NE PAS ENTENDRE PLUS L'URGENCE ET L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ D'UNITÉ ?»

Mais mes camarades, ce n'est pas ça le vote républicain. Mes camarades, nous, aujourd'hui, nous sommes dans ces villes main dans la main, l'ensemble des militants de gauche avec nos fractures. Nous sommes même jour après jour en train d'être obligés d'amener l'ensemble des républicains à se battre et à mener ce combat là. Et moi, je suis toujours un peu surprise, parce que je me dis : que sont nos divergences politiques ? Certes, je ne les nie pas, j'entends et je respecte l'ensemble des positions. Mais sommes-nous bien à la hauteur de la responsabilité ? Non pas de la responsabilité, et je vais conclure, comme une incantation, je n'y crois pas, mais comme une main tendue. Parce que ce qui est aujourd'hui en train de se produire, c'est que petit à petit, cette force qui a pris quatorze villes en 2014, est en train non seulement se s'implanter mais, dit-on, demain, en capacité d'avoir plus qu'un groupe parlementaire, peut-être plus de soixante ou soixante-dix députés à l'Assemblée nationale.

«ALORS MOI, JE VOUS LE DIS, CET APPEL AUJOURD'HUI, POUR UNE PRIMAIRE VISANT À BATTRE L'EXTRÊME DROITE, À BATTRE LA DROITE, QU'ELLE SOIT DE L'ENSEMBLE DE LA GAUCHE OU QU'ELLE SOIT DE L'ALLIANCE POPULAIRE, ELLE TROUVE PLUS QU'UNE RÉSONNANCE, ELLE TIENT AUJOURD'HUI À S'EXPRIMER.»

Alors moi, je vous le dis, cet appel aujourd'hui, pour une primaire visant à battre l'extrême droite, à battre la droite, qu'elle soit de l'ensemble de la gauche ou qu'elle soit de l'alliance populaire, elle trouve plus qu'une résonance, elle tient aujourd'hui à s'exprimer, et on sera ravi de pouvoir

recevoir dans n'importe laquelle de ces villes, Jean-Christophe, des initiatives appelant au rassemblement, parce que ce qui se joue aujourd'hui, ce n'est pas uniquement l'avenir de la gauche, c'est une vision de la République, c'est une vision de la démocratie, et c'est une vision tant au niveau local qu'au niveau national.

**«CE N'EST PAS UNIQUEMENT
L'AVENIR DE LA GAUCHE, C'EST UNE VISION DE LA RÉPUBLIQUE,
C'EST UNE VISION DE LA DÉMOCRATIE,
ET C'EST UNE VISION TANT AU NIVEAU LOCAL
QU'AU NIVEAU NATIONAL.»**

“



”

ANTOINE HOMÉ

Chers camarades, dans le contexte difficile que nous vivons tous actuellement, on peut se dire qu'une primaire, c'est une procédure. Non, ce n'est certainement pas seulement une procédure, c'est la condition pour remettre également au premier plan nos valeurs, nos valeurs de gauche et de progrès.

**«UNE PRIMAIRE,
C'EST LA CONDITION POUR REMETTRE
ÉGALEMENT AU PREMIER PLAN
NOS VALEURS,
NOS VALEURS DE GAUCHE
ET DE PROGRÈS.»**

Au dernier Conseil national, le 9 avril, nous avons débattu, un débat riche au sujet de cette primaire et, les amis de Martine Aubry, nous avons soutenu

nu cette démarche, nous étions sur le principe, et aujourd'hui nous avançons, nous nous en réjouissons. Parce que depuis, on a entendu beaucoup de choses, et aujourd'hui, si le Conseil national va dans cette direction, ce sera une étape décisive pour remobiliser le peuple de gauche. C'est bien, parce que c'est d'abord conforme à nos valeurs; nos valeurs, c'est le débat, la collégialité, donc la primaire, c'est aller dans le sens de ce que nous sommes, c'est aller dans le sens de notre culture démocratique, de notre culture parlementaire, c'est efficace.

**«C'EST BIEN ÉGALEMENT
PARCE QUE NOUS AVONS BESOIN
TOUT SIMPLEMENT DE REDONNER
CONFIANCE AU PEUPLE DE GAUCHE,
DE LE MOBILISER.»**

C'est bien également parce que nous avons besoin tout simplement de redonner confiance au peuple de gauche, de le mobiliser. Et donc ce débat, il permettra aussi d'aller au fond des choses, il permettra tout simple-

ment que tous ces militants, tous ces sympathisants, comme en 2011, ils retrouvent la pêche, la niaque, donc c'est très positif.

**«ALORS, CONCENTRONS-NOUS
SUR LES PRIMAIRES,
SUR CET OBJECTIF, ET NOUS SORTIRONS
DE CE CONSEIL NATIONAL
TOUS RENFORCÉS.»**

Dans ce contexte, on voit bien que nous sommes unis sur cette perspective et sur cette résolution. Ce rassemblement, il ne faut pas l'affaiblir, c'est pour cela que la deuxième résolution sur la loi EL-Khomri, apparaît à mon sens inopportune. Je crois que nous aurions raison de nous concentrer sur la première résolution, de faire l'union sur ce point, et que la deuxième résolution, si elle était maintenue et adoptée, risquerait d'affaiblir la première, qui me semble marquée du sceau du bon sens. Alors, concentrons-nous sur les primaires, sur cet objectif, et nous sortirons de ce Conseil national tous renforcés.



“



”

BENJAMIN LUCAS

Chers camarades, depuis six mois que je suis président des jeunes socialistes, j'assiste aux réunions de notre parti, et je te remercie Jean-Christophe, je parcours nos fédérations, je vous rencontre, je vous lis et je vous écoute, et je vous avoue que depuis quelques semaines, je regarde avec beaucoup d'inquiétude l'état de nos débats et de nos divisions.

«IL Y A QUATRE ANS, NOUS AVIONS TOUS LES POUVOIRS, L'ÉCRASANTE MAJORITÉ DES COLLECTIVITÉS, LE SOUTIEN DE LA CGT ET L'ADHÉSION DE NOS ÉLECTEURS.»

Puisque le temps est précieux, Michel le rappelait, je ne ferai pas la liste exhaustive de ce que proposent les jeunes socialistes, de leur campagne pour la République de l'égalité, de la dénonciation quotidienne que nous faisons avec vous des projets dangereux de la droite et de l'extrême droite, je ne vous exprimerai pas une nouvelle fois les raisons qui nous conduisent à nous opposer à la loi travail, comme nous l'avons fait plus tôt sur la déchéance de la nationalité, tout le monde dans cette salle connaît nos arguments sur le temps de travail, sur la hiérarchie des normes et sur le lien consubstantiel de la gauche avec le mouvement social.

Mon propos est simple. Il y a quatre ans, nous avions tous les pouvoirs, l'écrasante majorité des collectivités, le soutien de la CGT et l'adhésion de nos électeurs. A moins d'un an de l'élection présidentielle, ce sont ces mêmes électeurs qui sont en colère contre nous. Cette colère, nous la sentons, et je tiens à rendre hommage au courage des camarades qui, pour beaucoup, ont vu leur permanence parlementaire ou leur fédération attaquée, je crois que nous devons marquer, comme l'a fait le premier secrétaire, beaucoup de solidarité avec ces camarades qui sont en première ligne. Nous la constatons dans ses excès parfois les plus condamnables, et

aussi dans ce terrible constat que sept jeunes sur dix s'abstiennent et que le Front national est en train de s'imposer comme une des premières forces politique dans la jeunesse. Tâchons de nous retrouver sur un constat lucide. D'où vient ce rejet ? Sans doute pas de nos débats, la gauche a toujours débattu. Certainement pas des médias, dont la complaisance pour les polémiques n'est pas nouvelle. Assurément pas d'un manque de pédagogie, parce que jamais les électeurs de gauche n'ont été des idiots. Non, cette colère des nôtres vient d'un sentiment que malgré des mesures concrètes de gauche que nous avons mises en œuvre durant le quinquennat, pour l'école, pour l'égalité, pour la justice, pour l'écologie, malgré certains bons éléments de bilan, le compte n'y est pas, et que sur des sujets essentiels, comme ceux que j'évoquais tout à l'heure, nous avons renié une part de notre histoire, et que nous avons contredit certains de nos engagements de 2012.

Pouvons-nous rester sourds à cela ? Pouvons-nous continuer à nous inquiéter de la montée de l'extrême droite et à constater la domination culturelle et idéologique de la droite sans nous remettre en question ?

Je vous avoue que parfois, j'ai le sentiment que nous n'arrivons plus à parler tous la même langue et, plus grave encore, que nous ne parlons plus la même langue que celle de nos électeurs.

«TÂCHONS DE NOUS RETROUVER SUR UN CONSTAT LUCIDE.»

Les fractures entre nous ne sont pourtant pas insurmontables. Nous sommes toutes et tous ici réformistes, nous voulons tous que la gauche gouverne, et pour cela, qu'elle puisse à nouveau gagner en 2017. Mais quand on amalgame tout, que l'on cède à la facilité de l'injure pour discréditer le mouvement social ou ses propres camarades de gauche, on ne favorise jamais l'apaisement du débat politique et donc le rassemblement des siens. Il ne nous reste que quelques mois pour trouver la voie du rassemblement. Personne ici ne s'en sortira seul. Face au péril de l'extrême droite et à la crainte du retour de la droite dont nous connaissons les conséquences, il nous faut trouver le meilleur chemin. Pour trouver ce bon che-

min, inutile de se mettre en marche ni à droite ni à gauche, il faut choisir la bonne route. C'est le sens de la primaire, ouverte à l'ensemble du peuple de gauche, le seul juge qui vaille, et auquel il nous est collectivement impossible d'échapper. S'il y a des divisions, oui, elles existent, c'est parce qu'il y a un choc des convictions. C'est donc aux citoyens qu'il appartiendra alors de répondre aux grandes questions qui nous traversent, et j'en dirai quelques mots. Au nom de quelles valeurs nous battons-nous ? Comment pouvons-nous faire en sorte que notre action traduise au quotidien la promesse de changement, de justice et de progrès ? Comment remettre l'égalité au cœur du débat politique à l'heure où les délires dangereux sur l'identité saturent l'espace médiatique ? Comment être utile aux causes qui nous ont rassemblés, dans la cohérence avec notre histoire et nos valeurs, et dans la fidélité à nos promesses ?

«LES FRACTURES ENTRE NOUS NE SONT POURTANT PAS INSURMONTABLES. NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS ICI RÉFORMISTES, NOUS VOULONS TOUS QUE LA GAUCHE GOUVERNE, ET POUR CELA, QU'ELLE PUISSE À NOUVEAU GAGNER EN 2017.»

Nous invoquons tous la modernité, alors mettons nos combats à jour. Nous refusons les inégalités et les injustices, alors encadrons les revenus, comme nous y encourageaient beaucoup de camarades dans une tribune il y a quelques semaines. Engageons la conquête de protection nouvelle pour les salariés, réformons vraiment la fiscalité, simplifions et augmentons les minima sociaux pour que personne ne vive en dessous du seuil de pauvreté et pour garantir la dignité des individus. Et il y a urgence à l'heure où la droite s'acharne constamment sur les plus pauvres dans les conseils départementaux dont elle a la charge ou dans les programmes de ses candidats aux primaires.

Et nous savons, là aussi, prendre ce chemin quand nous le voulons, quand nous faisons la prime d'activité, l'aug-

mentation des bourses ou le compte pénibilité. Nous refusons l'égoïsme et le racisme, alors réaffirmons notre vocation d'accueil des migrants et notre message de fraternité, et combattons plus encore les discriminations. De ce point de vue, les jeunes socialistes ont formulé beaucoup de propositions reprises par des parlementaires pour la loi Égalité et citoyenneté.

**«NOUS INVOQUONS
TOUS LA MODERNITÉ,
ALORS METTONS
NOS COMBATS À JOUR.»**

Nous sommes, tous dans cette salle, les premières générations militantes pleinement conscientes de l'impératif écologique. Alors pensons la société

débarrassée des mythes productivistes des années 80, engageons une nouvelle étape, pragmatique, de la réduction du temps de travail, pour travailler mieux, moins et tous, comme nous l'avons expliqué pendant des années sur des marchés dans les campagnes électorales. Engageons la révolution écologique, pour laquelle la COP21 réussie par le président de la République constitue un gage de notre crédibilité.

**«ET NOUS SAVONS,
LÀ AUSSI, PRENDRE CE CHEMIN
QUAND NOUS LE VOULONS,
QUAND NOUS FAISONS
LA PRIME D'ACTIVITÉ,
L'AUGMENTATION DES BOURSES
OU LE COMPTE PÉNIBILITÉ.»**

Chers camarades, retrouvons le cadre commun qui nous a toujours permis d'avancer ensemble. L'explosion de notre famille politique entraînerait le risque de notre disparition collective. Et je finis, cher Michel, il est urgent et vital de nous engager collectivement sur le chemin de l'apaisement, préalable au rassemblement, et au rassemblement de toute la gauche, qui est possible non pas avec des injonctions disciplinaires, mais quand nous en revenons à l'essentiel. Pour cela et pour bien plus encore, vous pouvez compter sur les jeunes socialistes.

**«CHERS CAMARADES,
RETROUVONS LE CADRE COMMUN
QUI NOUS A TOUJOURS PERMIS
D'AVANCER ENSEMBLE.»**



“



”

ISABELLE THOMAS

Le fractionnement que dénonçait le premier secrétaire peut-il s'inverser avec la belle alliance populaire? La BAP, pour les intimes, est-elle un début de commencement de construction d'un rassemblement? Et quel est cet objet qui semble devenir l'instrument d'une nouvelle stratégie?

«LA BAP, POUR LES INTIMES, EST-ELLE UN DÉBUT DE COMMENCEMENT DE CONSTRUCTION D'UN RASSEMBLEMENT?»

Si l'on revient aux textes fondateurs, si l'on ose dire, de la BAP, on peut ainsi résumer sa vocation. Je cite: «Cette vision qui nous conduit à soutenir l'action du président de la République et de ses gouvernements successifs.» Fin de citation, beau programme. En fait, aux sources de cette opération, on voit bien un risque, celui de tracer une ligne infranchissable entre ceux qui soutiennent le président de la République et le gouvernement, et ceux qui déterminent leurs choix politiques sur d'autres critères. Ainsi, sous couvert de belle alliance,

on amplifie les divisions de la gauche. Et pourtant, qui sommes-nous? Nous sommes le parti d'Épinay. Notre force a été le rassemblement des forces de transformation sociale. C'est ce rassemblement, avec le PC, à l'époque encore plus infréquentable qu'aujourd'hui, le mur de Berlin était encore debout, c'est ce rassemblement qui nous a conduits aux victoires dès les municipales de 77. Or, pour la première fois, vous nous proposez un changement de stratégie en rupture avec toute notre histoire, mais aussi toutes nos victoires. Ainsi, devrions-nous mettre en œuvre concrètement la formule de Manuel Valls sur les gauches irréconciliables.

«NOUS SOMMES LE PARTI D'ÉPINAY. NOTRE FORCE A ÉTÉ LE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE TRANSFORMATION SOCIALE.»

Et c'est pourquoi dans la résolution sur les primaires, il n'est pas possible d'écrire que le PC, je cite, «dresse une barrière infranchissable». Ainsi, est-il stérile d'écrire que les Verts ont fermé la porte à des primaires de toute la gauche. L'unité est un combat. Ce sont toujours les diviseurs qui paient à la fin de l'histoire. Ne jouons pas ce jeu pervers. La belle alliance est un trompe l'œil, c'est un moyen de faire croire que l'on cherche à rassembler

alors que l'on contribue au fractionnement que l'on dénonce par ailleurs. Mais la belle alliance ne se limite pas à servir de trompe l'œil à une stratégie à l'extérieur du Parti socialiste. Elle agit aussi à l'intérieur. En mai dernier, le comité directeur de la belle alliance s'est réuni dans nos locaux du parti, à Solferino, la minorité n'était pas invitée.

Nous sommes en train de bafouer nos règles, nos instances, notre stratégie. Cessons ces petits jeux. On doit reconstruire l'unité de la gauche, et d'abord de notre parti.

La négociation ouverte sur la loi travail et les primaires ouvertes, voici l'issue de l'unité. Merci.

«NOUS SOMMES EN TRAIN DE BAFOUER NOS RÈGLES, NOS INSTANCES, NOTRE STRATÉGIE. CESSONS CES PETITS JEUX. ON DOIT RECONSTRUIRE L'UNITÉ DE LA GAUCHE, ET D'ABORD DE NOTRE PARTI.»



© Vincent Jarousseau

“



”

ROMAIN BLACHIER

de la culture, mon cher David Assouline, et d'autres questions, bien évidemment, dans le Parti socialiste.

« ET CE QUI NOUS A INTÉRESSÉ AUSSI, AU-DELÀ DE CES TROIS CONSTATS QUI SONT PORTÉS, C'EST AUSSI LA QUESTION DE LA RECOMMANDATION QUI EST PORTÉE PAR LA HAUTE AUTORITÉ ÉTHIQUE. »

Mes chers camarades, je dois vous avouer quelque chose, c'est qu'à la Fabrique, on a trouvé ce texte sur les recommandations de la Haute autorité éthique très intéressant. Alors, il est intéressant à la fois pour ce qu'il dit, y compris dans sa phrase 3 qui est assez amusante dans la forme : « La tentative de motion de censure ne doit pas être considérée comme une motion de censure. » Ça a fait parler sur les réseaux sociaux, il paraît. Et ce qui nous a intéressé aussi, au-delà de ces trois constats qui sont portés, c'est aussi la question de la recommandation qui est portée par la Haute autorité éthique. Alors, cette recommandation... Ah tiens, cette recommandation, elle n'est pas sur le papier qui nous est fourni par la direction du parti, c'est surprenant. Alors, il y a cette recommandation, justement, qui nous dit que le Parti socialiste, ça doit être un lieu de débat. Je vais vous lire cette recommandation qui a été enlevée du papier qui nous est présenté par la direction. Alors, cette recommandation, c'est : « Les conditions de la délibération collective au sein des différents organes du Parti socialiste doivent être améliorées pour permettre l'élaboration d'une position incontestable et éviter que de tels problèmes surgissent à nouveau, notamment grâce à la fixation d'un ordre du jour un peu plus précis. » C'est vrai qu'un certain nombre d'entre vous avez pu constater que les ordres du jour ne sont pas exactement extrêmement précis, mon cher Jean-Christophe, et nous, à la Fabrique, on a trouvé justement que cette recommandation-là, elle était intéressante. Elle est tellement intéressante qu'on souhaiterait la mettre sous forme d'amendement, on souhaiterait la déposer sous forme d'amendement, parce qu'on pense justement que cette direction-là, qui est fixée par la Haute autorité éthique, elle est importante. Voilà, donc je te demande, mon cher Jean-Christophe, de soumettre cet amendement au vote lors de ce Conseil national.

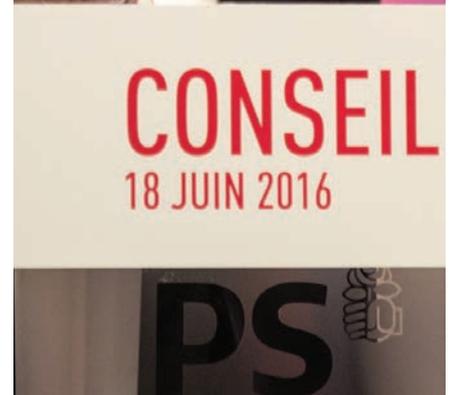
Alors, on propose justement d'intégrer ces conclusions parce qu'il faut un débat, il faut un débat sur ce sujet, il faut un débat sur le sujet bien évidemment de la question de la loi travail, comme il faut un débat sur d'autres questions : la question du numérique, la question

Et puis, il y a aussi la question du débat en lui-même. Pour cette question du 49-3, pour cette question sur le fait qu'on accepte ou pas que des gens signent des motions de défiance, pour qu'ils signent des motions de censure, il y a une solution extrêmement simple, c'est de ne pas recourir au 49-3. Recourir au 49-3, c'est une tradition qui est opposée à la gauche. Recourir au 49-3, mes camarades, c'est considérer quelque part que notre Assemblée nationale, elle n'a pas le droit de débattre, que l'Assemblée nationale, c'est Game of Thrones, que l'Assemblée nationale, c'est du sang, c'est des larmes. C'est considérer quelque part qu'une fois qu'on a fait tomber justement l'hiver du 49-3, eh bien, c'est là où sont venues un certain nombre de contestations de la part des forces sociales qui ont voté pour nous massivement. C'est là où il y a eu justement ce problème-là, c'est là où on a un certain nombre de contestations de forces sociales qui ont voté pour nous, et à qui, l'année prochaine, mes camarades, vous allez tous demander de voter pour vous au premier et au deuxième tour des élections législatives. C'est ça qui va se passer.

« ALORS, ON PROPOSE JUSTEMENT D'INTÉGRER CES CONCLUSIONS PARCE QU'IL FAUT UN DÉBAT, IL FAUT UN DÉBAT SUR CE SUJET, IL FAUT UN DÉBAT SUR LE SUJET BIEN ÉVIDEMMENT DE LA QUESTION DE LA LOI TRAVAIL, COMME IL FAUT UN DÉBAT SUR D'AUTRES QUESTIONS. »

Lorsqu'on insulte la CGT, lorsqu'on insulte un certain nombre d'organisations à qui on demande de voter pour soi, ça pose un problème ensuite pour rassembler la gauche l'année prochaine. Alors, pour finir tout ça, on propose un deuxième amendement à la Fabrique, et si ces deux amendements n'étaient pas adoptés, on ne serait pas en capacité de pouvoir voter ce texte. Ce deuxième amendement, il se situe après la droite sénatoriale. Après la droite sénatoriale, nous voulons rajouter le paragraphe suivant : « Le Parti socialiste refuse sur ce texte le recours au 49-3 qui interdit un débat démocratique sur un projet de loi qui touche tous les Français ».

« ON A UN CERTAIN NOMBRE DE CONTESTATIONS DE FORCES SOCIALES QUI ONT VOTÉ POUR NOUS, ET À QUI, L'ANNÉE PROCHAINE, MES CAMARADES, VOUS ALLEZ TOUS DEMANDER DE VOTER POUR VOUS AU PREMIER ET AU DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. »



“



”

CHRISTOPHE BORGEL

Mes camarades, dans ce Conseil national, que ce soit autour de la primaire ou autour du débat qui nous occupe beaucoup, le débat sur la loi travail, la question qui revient, c'est : comment bâtir le chemin de l'unité ?

L'unité, je veux le dire devant ce Conseil national, où je me permettrai, Jean-Christophe, de remarquer que les socialistes reviennent, dans nos Conseils nationaux, il y a longtemps qu'on n'avait pas eu des salles pleines, et ça montre que le débat se retrouve dans le Parti, et c'est une bonne chose, l'unité, c'est d'abord un état d'esprit.

**« L'UNITÉ,
C'EST UN ÉTAT D'ESPRIT. »**

Dans tous les débats, on peut choisir de souligner ce qui nous oppose, ce qui a été dit chez l'autre sur lequel on peut rebondir, par exemple, en ayant entendu un certain nombre de camarades nous expliquer que, pour que ça se passe bien dans le groupe socialiste, il faudrait que les votes soient bien faits ; je pourrais leur répondre que je n'ai pas vu, ces dernières années, qu'un vote majoritaire du groupe socialiste impose à un certain nombre d'entre nous de s'en affranchir. Ou je peux aussi entendre que les mêmes, Christian tout à l'heure, nous disent qu'un compromis est possible, et souligner qu'un chemin est parcouru et que c'est une bonne nouvelle pour le débat qui s'ouvre.

L'unité, c'est un état d'esprit. On peut reprocher cinq lignes dans une résolution sur la primaire, parce que nous indiquons ce que disent les Verts et le PC, ni plus ni moins.

Je pourrais, moi, rebondir sur ce débat et souligner que, quand ces mêmes organisations dénoncent avec des mots qui nous renvoient non pas à une autre gauche, mais à des gens de droite, la direction du Parti socialiste, nos camarades qui sont venus, Jérôme ici, nous dire que ce n'était pas bien de mettre ça dans la résolution, ont peu de mots pour les reprendre, les autres partis de gauche.

Mais je préfère, là encore, entendre l'intervention qui dit que c'est une bonne chose que, collectivement, nous puissions avancer vers la primaire. Alors, oui, mes camarades, ayons-le en tête : pour bâtir l'unité, il faut cet état d'esprit où, chez celui avec qui on veut se rassembler, on cherche les points d'appui et non pas en permanence ce qui permet d'attiser, ce qui permet d'alimenter le débat d'opposition.

Je prendrai un exemple. Revient en permanence une phrase sur les deux gauches irréconciliables. Ah, on peut la répéter. On pourrait aussi dire que celui qui l'a prononcée l'a expliquée, est revenu dessus. La répéter, c'est en faire un objet de division. Revenir sur les explications qui ont suivi, c'est dépasser cette division. Oui, mes camarades, l'unité, c'est d'abord un état d'esprit.

Sur la loi travail, si on veut un compromis, il faut que ceux qui depuis le début défendent exactement la même position en bougent. J'ai entendu ici qu'on pouvait faire un compromis en retirant trois articles. Mais ça a déjà été dit dans notre débat parlementaire, et à plusieurs reprises. Je n'ai pas eu le sentiment que ça permettait de faire un compromis entre nous.

**« OUI, MES CAMARADES,
AYONS-LE EN TÊTE :
POUR BÂTIR L'UNITÉ,
IL FAUT CET ÉTAT D'ESPRIT OÙ,
CHEZ CELUI AVEC QUI ON VEUT
SE RASSEMBLER,
ON CHERCHE LES POINTS D'APPUI
ET NON PAS EN PERMANENCE
CE QUI PERMET D'ATTISER,
CE QUI PERMET D'ALIMENTER
LE DÉBAT D'OPPOSITION. »**

Le rapporteur, heureusement, à chaque moment, quand il se rend compte que ses propositions ne font pas compromis, essaie de les faire évoluer, essaie de les modifier, parce qu'il recherche en permanence le compromis. Et c'est ainsi que, sur ce sujet, nous pourrions y arriver.

Mais, sur cette question, mes camarades, puisque certains ont repris la résolution qui prolonge l'avis de la

Haute autorité, et moi, je n'aurais aucun problème à ce qu'on y ajoute les remarques de la Haute autorité sur l'organisation de notre débat démocratique, je suis quand même surpris que des camarades soient surpris que l'on se dise entre nous, et quelles que soient les raisons qui expliquent la décision des camarades, que quand on en vient à déposer une motion de censure, on a quand même fait un pas vers ailleurs par rapport à son parti.

**« À UN MOMENT DONNÉ,
DANS LA VIE POLITIQUE,
QUAND ON POSE UN ACTE,
ON NE PEUT PAS SIMPLEMENT
RENOYER LES CONSÉQUENCES
DE CET ACTE
AUX RAISONS QUI NOUS ONT CONDUITS
À LES POSER. »**

On peut me raconter tout ce qu'on veut sur les raisons qui ont conduit à faire ce geste. Et y compris, on peut parfois même se dire que certains éléments auraient pu être mieux menés. Mais, à un moment donné, dans la vie politique, quand on pose un acte, on ne peut pas simplement renvoyer les conséquences de cet acte aux raisons qui nous ont conduits à les poser. C'est l'essence même de la responsabilité en politique. Quand on pose un acte, il a des conséquences, et ces conséquences, ceux qui doivent les assumer, c'est d'abord ceux qui ont posé les actes. Ce n'est pas d'abord ceux qui vont en tirer les conséquences.

Donc, mes camarades, cette résolution, elle est, somme toute, quand on réfléchit à ce qu'est un parti politique, assez banale.

Je terminerai d'un mot sur la primaire. Michel nous a invités à être courts. Que n'a-t-on entendu vis-à-vis de la direction du parti sur cette primaire ? Je me souviens, la première fois que, avec Rachid, nous avons été un jeudi matin à l'Assemblée, à l'invitation de Yannick Jadot et à l'appel de Libération pour une primaire, tout le monde se tournait vers nous, un peu interloqué qu'on soit là, il faut le dire, et nous disant : « Alors, maintenant, tout de suite, quand est-ce que vous dites : que vous êtes pour une primaire ? » Et nous avons répondu : « Nous voulons travailler ensemble à ce qu'il y ait

une primaire de toute la gauche.» On nous a dit: «Il faut que la date soit en décembre.» On a dit: «Il nous semble qu'on pourrait réfléchir à janvier, mais soit.» Puis, on nous a dit: «Il faut qu'il y ait au moins cinq semaines de débats.» On a dit: «C'est un peu compliqué parce que nous, on aimerait bien qu'il y ait un candidat, pour qui ça peut être compliqué de se déclarer aussi tôt vu les fonctions qu'il occupe, et ça ne nous paraît pas attentatoire à la primaire d'y penser.» Et puis, comme c'était une condition, on a insisté.

Et puis, on nous a dit: «Il faudrait un socle commun de valeurs.» On ne voyait pas bien d'où il pouvait émerger, vu les différences entre nous dans la vision sur l'action menée par le gouvernement, mais il a été dit: «C'est une condition indispensable.» On a dit: «Ok.» Et puis, il y a ceux à qui on disait: «Mais attendez!» A chaque fois, on leur disait: «Il y a quand même une condition, on vous le rappelle, qu'il faudra remplir à la fin si vous voulez qu'on avance ensemble, - condition extraordinaire, je le reconnais -, c'est que tout le monde se rassemble derrière celui qui gagne.» Et ils nous ont dit: «Dites oui aux nôtres, et puis, à la fin, vous verrez, évidemment, on dira oui à celle qui est l'essence même de la primaire.» Et puis, à la fin, ils nous ont dit non. Ils nous ont dit: «Non, de

toute façon, s'il y a le président, et s'il gagne - tout en disant qu'il pouvait être battu, mais je me dis que s'ils n'ont pas voulu y aller, c'est qu'ils avaient peut-être aussi la conscience qu'il pouvait gagner -, s'il y a le président, on n'en sera pas.»

**«NOUS CHOISSONS
AUJOURD'HUI,
SUR PROPOSITION DE
NOTRE PREMIER SECRÉTAIRE,
DE LANCER UN APPEL POUR DIRE:
«RÉFLÉCHISSONS BIEN.
ON PEUT AVOIR CE DÉBAT LOYAL
SUR LE BILAN
DANS LE CADRE DE LA PRIMAIRE. »»**

Malgré ça, nous choisissons aujourd'hui, sur proposition de notre premier secrétaire, de lancer un appel pour dire: «Réfléchissons bien. On peut avoir ce débat loyal sur le bilan dans le cadre de la primaire.» Et je suis convaincu que, quand nous entrerons dans ce débat, les caricatures vont tomber, les vrais débats viendront et les résultats pourront émerger et apparaître.

Nous aurons une primaire ouverte, parce qu'elle n'a pas de sens, elles n'ont pas de sens si elles sont fermées. Nous aurons une primaire citoyenne parce que c'est ce qui a marché en 2011. Nous aurons une primaire de confrontation loyale, ce qui veut dire ne pas s'accuser les uns les autres des pires maux. Et c'est ainsi que nous prendrons nos responsabilités et que nous tracerons, malgré le refus d'un certain nombre d'autres à gauche, le chemin du rassemblement. Un dernier mot pour dire que, pour ma part, j'appelle à soutenir la résolution présentée par la motion La Fabrique sur l'Europe.

**«NOUS AURONS
UNE PRIMAIRE
DE CONFRONTATION LOYALE,
CE QUI VEUT DIRE
NE PAS S'ACCUSER
LES UNS LES AUTRES
DES PIRES MAUX.»**





RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ SUR LES PRIMAIRES CITOYENNES AU CONSEIL NATIONAL DU 18 JUIN

- Le Parti socialiste rappelle sa résolution unanime du 9 avril 2016.
- «*Au dernier Conseil national du 6 février 2016, le Parti socialiste a réaffirmé son accord pour la primaire. Il a désigné une commission interne et a décidé de s'intégrer au collectif unitaire de préparation de la primaire. Le Parti socialiste a associé toutes ses sensibilités à cette démarche. Il a défendu l'idée que la primaire, pour être efficace et praticable, devait ne pas exclure dans son organisation en termes de date et de modalités de débat, la possibilité que le Président de la République, François Hollande, puisse se présenter s'il le souhaite.*
- Depuis le début, le Parti socialiste est **favorable à une primaire de toute la gauche initiée** par l'appel de «*Notre Primaire*», publié dans le journal Libération du 11 janvier 2016.
- Le Parti socialiste **regrette profondément les décisions des Congrès des Verts et du PCF** de refuser de participer aux primaires de toute la gauche.
- Le Parti socialiste **refuse la fragmentation à gauche et chez les écologistes**, et la division. Une majorité de Françaises et de Français de gauche souhaite le débat et le rassemblement.
- Le Parti socialiste **refuse de faire l'impasse sur les élections présidentielles** au prétexte d'une hypothétique recomposition à sa suite.
- La présidentielle posera à la France la question de son **modèle tant social que républicain**.
- Nous ne pouvons nous résoudre à ce que la gauche soit absente de **ce débat qui engagera l'avenir de la France et de la gauche** pour les décennies à venir.
- **Nous lançons un appel solennel au PCF et aux Verts :**
 - ▶ Rassemblons-nous à travers un débat loyal dans une primaire de toute la gauche
 - ▶ Rassemblons-nous derrière un candidat issu du vote du peuple de gauche
 - ▶ Rassemblons-nous sans condition préalable
- En attendant la réponse définitive des Verts et du PCF, le Parti socialiste s'engage d'ores et déjà dans une **démarche de rassemblement par le débat**.
- Faut de soutien des Verts et du PCF à une primaire de toute la gauche, le Parti socialiste décide d'**organiser une primaire ouverte aux acteurs de La Belle Alliance Populaire et tous ceux qui soutiendraient la démarche**.
- Il reste disponible pour une primaire de toute la gauche **les deux premières semaines de décembre** comme cela avait été envisagé.
- Si tel n'était pas le cas, il propose d'organiser des primaires de l'unité **les 22 et 29 janvier**. La date d'ouverture des candidatures sera le 1^{er} décembre et la clôture des candidatures, le 15 décembre.
- Les **modalités de vote**, de débat et de candidature s'inspireraient des Primaires citoyennes de 2011, afin de rassembler le peuple de gauche et les écologistes. Elles seraient fixées par le Comité d'organisation et de suivi des Primaires citoyennes, soumises à nos partenaires et ratifiées pour ce qui concerne le Parti socialiste par un Conseil national le dimanche 2 octobre.